

RAPPORT
ANNUEL
2019



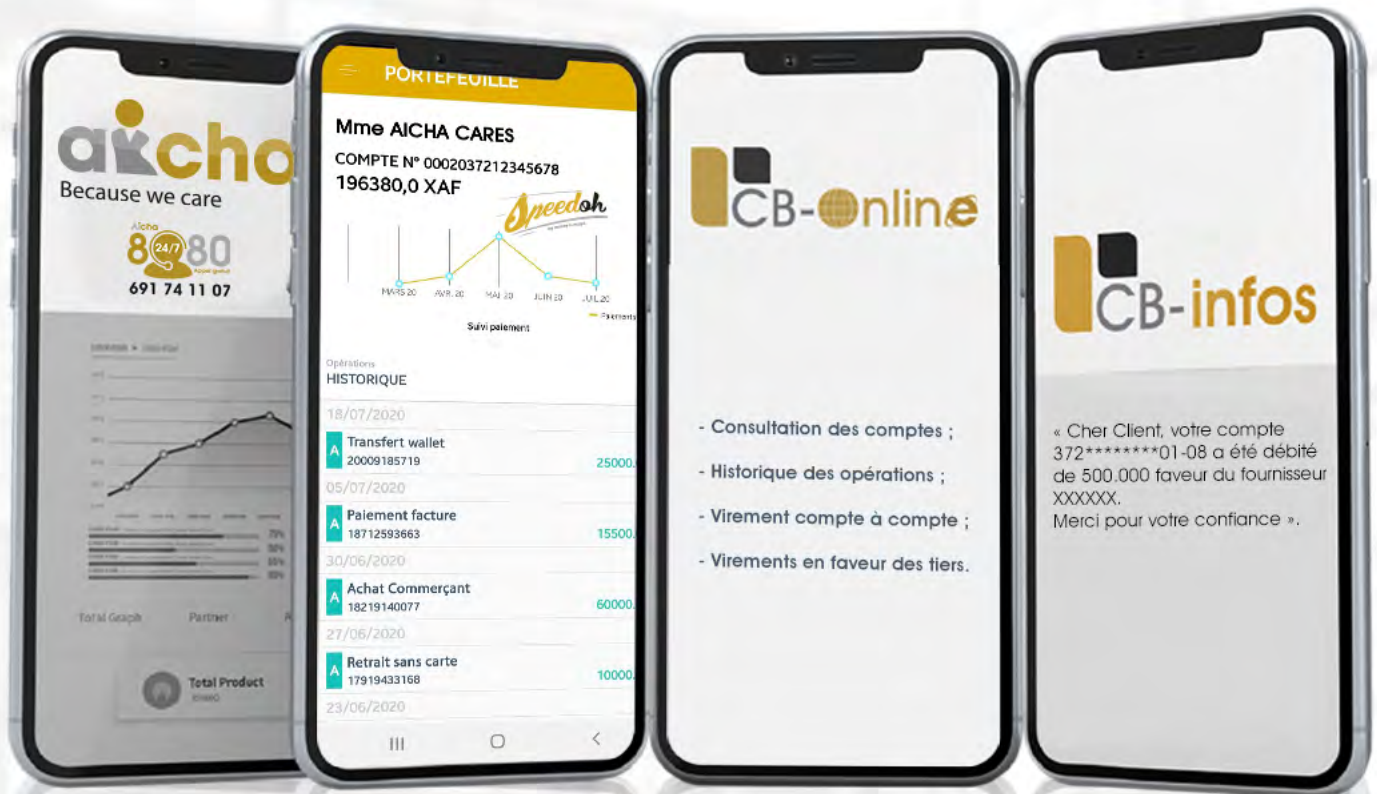
CommercialBank

Let's build the future

Ma ban C'e



que quand je veux. st génial !



Sommaire

MOT DU DIRECTEUR GENERAL	7
PRESENTATION CBC	13
1. Historique	14
2. Augmentation du Capital	14
3. Gouvernance	14
4. Nos Performances	15
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE	17
CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET FINANCIER 2019	
1. Sur le plan international	18
2. Sur le plan régional	18
3. Sur le plan national	18
4. Sur le plan du marché bancaire	19
	20
LES ACTIVITES DE LA CBC EN 2019	21
1. Réalisations commerciales	21
2. L'organisation	21
3. Les investissements	21
RESULTAT FINANCIER EN 2019	22
1. Produit net bancaire	23
2. Résultat net de l'exercice	23
PERSPECTIVES D'AVENIR ET DE DEVELOPPEMENT EN 2020	24
1. Contexte sous régional	24
2. Contexte national	25
3. Sur le plan interne à la CBC	26
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	29
Audit des états financiers annuels	30
Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations	31
ETATS FINANCIERS	35
BILAN	36
HORS BILAN	36
COMPTE DE RESULTAT	37
NOTE AUX ETATS FINANCIERS 2019	39
CADRE JURIDIQUE	40
PRINCIPES COMPTABLES ET STRUCTURE DES COMPTES	40
1. Immobilisations Incorporelles et Frais Immobilisés	41
2. Immobilisation Corporelles et Autres	42
3. Immobilisations Financières	43
4. Compte de la clientèle	44
RESOLUTIONS SOUMISES AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	47
RESOLUTIONS SOUMISES AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	51
BILAN SOCIAL	55
1. Effectif	56
2. Evolution de l'investissement formation 2017-2018-2019	59
3. Conditions de vie / politique sociale	60
RESEAU ET POINTS DE CONTACT	63

Table des Abréviations

APECCAM	Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Cameroun
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CBC	Commercial Bank - Cameroun
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CHAN	Championnat d'Afrique des Nations
COBAC	Commission Bancaire d'Afrique Centrale
COFACE	Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
COSUMAF	Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale
CRCT	Conseil de Surveillance de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
DEPI	Direction des Etudes, des Projets et des Investissements
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	Etablissement de Micro Finance
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
PASCO	Programme d'Accompagnement Scolaire
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres

NOS VALEURS

PASSION
PASSION

I ♥
my job

- Révéler un talent
- Trouver sa passion
- Accompagner un projet

CONFIANCE
CONFIANCE



- Respecter nos engagements
- Faire preuve d'intégrité
- Inspirer confiance

INNOVATION
INNOVATION



- Anticiper sur les attentes client
- Expérience Client



CommercialBank
Let's build the future



Mot du Directeur Général

Mot du Directeur Général

L'année 2019 a marqué le terme de la période triennale couverte par le premier Plan Stratégique de Développement. Elle s'annonçait comme l'année de consolidation des changements majeurs impulsés en 2017 et 2018. Résilience, ouverture d'agences, recrutement de clients à ressources, assainissement du portefeuille, maîtrise des traitements... C'est autour de ces axes majeurs que l'année 2019 aura marqué de ses sillons les champs de développement de la Banque.

Une année riche pour Commercial Bank

Dans un contexte peu favorable avec, entre autres, la pénurie des devises, les interrogations sur l'avenir du franc CFA, la persistance des crises sécuritaires et socio-politiques dans certaines régions du territoire national, le classement du Cameroun en « Pays à risque » par la COFACE, le risque systémique induit par l'incendie de la SONARA... la banque a poursuivi en 2019 la mise en œuvre de son Plan Stratégique de Développement.

Le maillage du territoire s'est renforcé avec l'ouverture de quatre nouveaux points de vente (dont deux agences et deux guichets automatiques en couplage avec BOCOM). La Banque a connu, avec la mise en exploitation de CB-ONLINE, un début effectif de digitalisation des services à la clientèle. La gamme de services s'est enrichie au cours de cette année avec COP'S pour le paiement des droits universitaires et *Compte d'Epargne Projet* pour l'amélioration de la structure de nos dépôts.

Une place de choix a été donnée à la modernisation des outils de production ; notamment avec l'amorce de la phase II de la migration à Amplitude V11, la commande d'un logiciel de gestion des risques et de suivi des contrôles, l'acquisition d'un logiciel pour la gestion des procédures et des instructions de travail.

La Banque s'est dotée d'une première cartographie des risques. Un cadre de référence a également été conçu et formalisé pour la maîtrise en risque de l'ensemble des activités. Afin de répondre au nécessaire besoin de conformité et aux exigences de qualité de sa clientèle, la Banque s'est par ailleurs engagée dans une démarche de certification ISO 9001/2015.

Le principal reflet du « volet humain » de la dynamique en cours est sans nul doute la mise en œuvre du programme de CAR PLAN en faveur des managers clés, ce qui participe de

l'amélioration de l'image de la Banque et de la fidélisation de ces personnels.

Pour la troisième année successive, les indicateurs financiers sont restés en amélioration continue. Le total du bilan est porté à FCFA 409 920 Ms à la fin de l'exercice, en progression 24,8% par rapport à fin 2018. Le Produit Net Bancaire et le Résultat net après impôt ont également augmenté respectivement de 33,3% et 18,4%. Le niveau des fonds propres reflète une embellie analogue, avec un taux de progression de 27,7%.

Un ensemble dynamique et cohérent de métiers complémentaires

La permanence des performances en progression sur trois années successives souligne la solidité de notre modèle de développement : Banque de détail, financement des grandes entreprises, synergie PME-grandes entreprises, maillage des correspondances bancaires et activités interbancaires, etc. Nos principaux pôles d'activités sont complémentaires et assurent tout à la fois notre rentabilité croissante et notre résilience aux aléas conjoncturels.

Une synergie avec des partenaires clés

Pour asseoir les performances d'aujourd'hui sur un socle solide, 2019 a vu aboutir les concertations stratégiques avec des partenaires de référence. Nous avons signé avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) une convention portant sur une ligne de financement à hauteur de FCFA 9,2 Milliards, qui permettra à la Banque de donner un meilleur accompagnement aux Petites et Moyennes Entreprises.

De même, Commercial Bank a su s'accorder avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) pour contribuer à hauteur de FCFA 5,658 Milliards au financement du tissu hôtelier du Cameroun. Un partenariat a été noué avec la MCB Consulting pour un accompagnement dans le domaine de la Monétique, de l'Affacturage, du système SWIFT, etc.

Au terme de ses travaux d'évaluation, le Comité Paritaire de suivi-évaluation du Contrat d'objectif et de performance entre la CBC et l'Etat du Cameroun a relevé que « la mise en œuvre du Contrat de performance par le management de la Banque est réputée, en 2019, très satisfaisante ».



Léandre DJUMMO
Directeur Général

Nos valeurs s'affirment et donnent de la portée à nos performances

La Banque bénéficie très perceptiblement d'une forte mobilisation de l'ensemble du personnel, à tous les niveaux de la chaîne hiérarchique. Des commissions transversales sont régulièrement mises en place pour procéder à la conception et l'amélioration des outils ou à la conduite des projets structurants. Cette forte mobilisation traduit l'adhésion du personnel aux valeurs qui nous singularisent : **Passion** dans le désir de se hisser au perchoir de la profession ; **Innovation** par la proposition à notre clientèle des produits phares de la banque du futur ; **Confiance** comme levier de cohésion des équipes et de fidélisation de la clientèle.

Les priorités pour 2020-2022

Les principales orientations stratégiques nouvelles visent à :

- Renforcer l'assise financière, prudentielle et commerciale de la Banque ;
- Finaliser, approfondir et consolider les transformations majeures engagées au cours de la période 2017-2019 ;
- Réaliser le bon dénouement de l'ouverture du capital de la Banque au profit des investisseurs crédibles conformément à l'engagement de l'Etat, principal actionnaire.

Il s'agira en somme, en dépit des chocs externes prévisibles, de raffermir les bases d'une banque plus stable, crédible, moderne et plus performante.

En 2019, et pour la troisième année successive, la Banque a gagné en rentabilité et en attractivité financière pour ses potentiels investisseurs. Nous allons continuer dans cette voie. Nous en avons la passion et les potentialités du capital humain sont confortables. Nous avons confiance en l'avenir ; confiance aux perspectives économiques, au potentiel créatif des femmes et des hommes d'affaires que sont nos clients. Nous avons confiance en notre pays, aux institutions de la République et en Celui qui les incarne, Son Excellence le Président Paul BIYA. Nous avons confiance en l'avenir de la CBC qui est devenue au fils de ses 24 années d'existence un instrument éprouvé, aguerri et efficace de financement de l'économie, d'accompagnement aux Entreprises et aux Particuliers, avec un avantage distinctif sur le segment de la Petite et Moyenne Entreprise.

Let's build the future.

A Word From the General Manager

The year 2019 marked the end of the three-year period covered by the first Strategic Development Plan. It was announced as the year of consolidation of the major changes initiated in 2017 and 2018. Resilience, branch openings, recruitment of clients with resources, portfolio restructuring, processing control... These are the major areas in which the Bank focused its development in 2019.

A rich year for Commercial Bank-Cameroon

In an unfavourable context with, among other things, the shortage of foreign exchange, questions about the future of the CFA franc, the persistence of security and socio-political crises in certain regions of the country, Cameroon's classification as a «Country at Risk» by COFACE, the systemic risk induced by the SONARA fire incident, etc., the Bank continued to implement its Strategic Development Plan in 2019.

The network's coverage has been strengthened with the opening of four new sales outlets (including two branches and two ATMs linked to BOCOM).

The Bank has experienced, with the operation of *CB-ONLINE*, an effective start of the digitalization of customer services. The range of services was enriched during the year with the *COP'S* offer for the payment of university fees and the *Project Savings Account* to improve the structure of our deposits.

Special emphasis was placed on the modernization of production tools; in particular with the start of phase II of the migration to Amplitude V11, the ordering of risk management and control monitoring software, and the acquisition of software to manage procedures and work instructions. The Bank has developed an initial risk mapping. A reference framework has also been designed and formalized for the risk management of all activities. In order to meet the necessary compliance and quality requirements of its clients, the Bank has also embarked on an ISO 9001/2015 certification process.

The main reflection of the «human aspect» of the current dynamic is undoubtedly the implementation of the *CAR PLAN* program for key managers, which contributes to improving the Bank's image and the loyalty of its staff. For the third year in a row, financial indicators remained in continuous improvement. The balance sheet total rose to FCFA 409,920 Ms at

the end of the fiscal year, up 24.8% compared to the end of 2018. Net Banking Income and Net Income after Tax also increased by 33.3% and 18.4% respectively. The level of shareholders' equity reflects a similar upturn, with a growth rate of 27.7%.

A dynamic and coherent set of complementary businesses

The steady improvement in performance over three successive years underscores the solidity of our development model: Retail Banking, Corporate Finance, SME-Large Corporate Synergy, Correspondent Banking and Interbank Activities, etc. Our main areas of activity are complementary and ensure both our growing profitability and our resilience to economic ups and downs.

Synergy with key partners

In order to put today's performance on a solid footing, 2019 saw the successful conclusion of strategic consultations with leading partners. We have signed an agreement with the European Investment Bank (EIB) for a financing line of FCFA 9,2 billion, which will enable the Bank to provide better support to Small and Medium-sized Enterprises.

Similarly, Commercial Bank has reached an agreement with the Development Bank of Central African States (BDEAC) to contribute FCFA 5,658 billion to the financing of the hotel industry in Cameroon.

A partnership has been established with MCB Consulting for an accompaniment in the field of Electronic Banking, Factoring, SWIFT system and others.

At the end of its evaluation work, the Joint Monitoring and Evaluation Committee of the Performance and Objectives Contract between the CBC and the State of Cameroon noted that «the implementation of the Performance Contract by the Bank's management is deemed, in 2019, very satisfactory».

Our values are asserting themselves and giving scope to our performance

The Bank benefits very noticeably from the strong mobilization of all staff at all levels of the chain of command. Cross-functional committees are regularly set up to design and improve tools and to manage structural



Léandre DJUMMO
General Manager

projects. This high level of mobilization reflects the staff's commitment to the values that set us apart: **Passion** in the desire to climb to the perch of the profession; **Innovation** in offering our clients the leading products of the bank of the future; **Confidence** as a lever for team cohesion and client loyalty.

Priorities for 2020-2022

The main strategic guidelines are aimed at:

- Strengthening the Bank's financial, prudential and commercial base ;
- Finalizing, developing and consolidating the major transformations initiated during the 2017-2019 period;
- Achieving the successful conclusion of the opening of the Bank's capital to credible investors in accordance with the commitment of the State, the main shareholder.

In short, in spite of foreseeable external shocks, the aim will be to strengthen the foundations of a more stable, credible, modern and more efficient bank.

In 2019, and for the third year in a row, the Bank has gained in profitability and financial attractiveness for its potential investors. We will continue along this path. We are passionate about it and the potential of our human capital is comfortable. We have confidence in the future; confidence in the economic outlook, confidence in the creative potential of the businessmen and women who are our clients. We have confidence in our country, in the institutions of the Republic and in the One who embodies them, His Excellency President Paul BIYA. We have confidence in the future of the CBC, which has become over its 24 years of existence a proven, seasoned and effective instrument for financing the economy, supporting businesses and individuals, with a distinctive advantage in the Small and Medium sized Enterprise segment.

Let's build the future.





Présentation Commercial Bank

1. Historique

Créée en Novembre 1997 par des opérateurs économiques camerounais et étrangers¹, la Commercial Bank - Cameroun (CBC) s'est immédiatement positionnée comme la Banque d'une clientèle haut de gamme. Quelques années plus tard, elle a dû réviser sa stratégie pour faire face à la concurrence en diversifiant ses activités par le développement des opérations avec le segment des particuliers, des petites et moyennes entreprises et en déployant son réseau avec dynamisme dans la sous-région Afrique Centrale à travers trois banques associées². Le non-respect des ratios prudentiels suite à la dégradation considérable du portefeuille va entraîner la déchéance des organes sociaux et la mise sous Administration Provisoire de la Banque en Novembre 2009. S'ensuivra alors une longue traversée du désert qui sera ponctuée par la recapitalisation de la Banque par un actionnariat composé comme suit :

- Etat du Cameroun : 98,09%
- ALLIANZ Cameroun Assurances SA : 1,70%
- ALLIANZ Cameroun Assurances Vie SA : 0,21%

Le redressement de l'institution va aboutir le 09 Septembre 2016, au rétablissement des nouveaux organes sociaux qui se sont immédiatement investis à la mise en œuvre du plan de restructuration, au moyen du Protocole d'Accord ETAT-CBC du 28 Juin 2017 et ses annexes ; renforcé par le Contrat d'Objectifs et de Performance signé le 12 Juillet 2018 entre le Ministère des Finances et la Banque sous l'égide du Fonds Monétaire International. La conformité à ces mécanismes a permis à Commercial Bank d'équilibrer sa structure financière depuis 2017 pour se mouvoir dans un secteur dynamique et concurrentiel et évoluer dans un environnement régulièrement ponctué par des perturbations et de multiples crises.

2. Augmentation du Capital

L'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes sociaux de l'exercice 2019 a, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ensemble le rapport spécial des Commissaires aux Comptes, décidé de l'augmentation du capital de la Société, d'un montant de Quatre Milliards Cinq Cent Millions (4.500.000.000) de Francs CFA par incorporation d'une partie des réserves, portant ainsi ledit capital social de la somme de Douze Milliards (12.000.000.000) à Seize Milliards Cinq Cent Millions (16.500.000.000) de Francs CFA. Ainsi, Quatre Cent Cinquante Mille (450.000) actions de Dix Mille (10.000) Francs CFA chacune ont été créées, réparties proportionnellement entre les actionnaires actuels suivant leur niveau respectif de participation au capital actuel.

3. Gouvernance

Le Conseil d'Administration définit la politique générale et s'assure de son implémentation. **Ses Organes Spécialisés** à savoir : **le Comité d'Audit, le Comité de Gouvernance et de gestion des risques, le Comité de Crédit et le Comité de rémunération** sont chargés au besoin d'assister ledit Conseil sur des questions spécifiques, conformément au REGLEMENT N 04/08/CEMAC/UMAC/COBAC RELATIF AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE.

La Direction Générale met en œuvre la politique générale, soumet au Conseil d'Administration les objectifs annuels et met en place les stratégies et moyens pour les atteindre.

Elle est accompagnée par le Comité de Direction, le Comité de trésorerie, les différents Comité de crédits et les divers comités spécialisés de la Direction Générale.

¹ Groupe FOTSO, AGF Cameroun aujourd'hui ALLIANZ (Ex SNAC Assurance), actionnaires privés Camerounais, DEG allemande,

² La Commercial Bank-Tchad (CBT) au Tchad; la Commercial Bank-Centrafrrique (CBCA) en République Centrafricaine; la Commercial Bank-Sao Tomé e Principe

4. Nos Performances

Le marché bancaire camerounais est dominé par 15 banques, dont les parts de marché engrangées en emplois et ressources en 2019 se présentent comme suit :

Libellés	Crédits				Dépôts			
	Décembre 2018		Décembre 2019		Décembre 2018		Décembre 2019	
	Part de marché	Rang	Part de marché	Rang	Part de marché	Rang	Part de marché	Rang
AFB	17,29%	2	16,42%	2	17,72%	1	18,01%	1
SGC	18,37%	1	18,20%	1	15,71%	2	15,93%	2
BICEC	15,12%	3	13,50%	3	13,17%	3	12,26%	3
SCB	10,14%	4	10,07%	4	11,95%	4	9,96%	4
ECO Bank	6,38%	6	7,40%	6	8,44%	5	8,61%	5
UBA	3,53%	9	3,42%	9	5,56%	6	6,07%	6
CBC	7,11%	5	8,00%	5	5,04%	7	5,53%	7
CCA-BK	2,49%	11	3,11%	10	4,53%	8	5,03%	9
BGFI	6,34%	7	6,27%	7	4,35%	9	4,56%	10
STB Bank	2,28%	12	2,07%	12	4,33%	10	3,43%	11
BAC	5,10%	8	6,05%	8	3,88%	11	5,11%	8
CITI Bank	2,17%	13	1,89%	13	2,26%	12	2,33%	12
NFC BK	2,52%	10	2,50%	11	1,92%	13	1,99%	13
UBC	0,84%	14	0,76%	14	0,99%	14	1,04%	14
BC-PME	0,31%	15	0,34%	15	0,16%	15	0,13%	15
TOTAL	100%		100%		100%		100%	

Source : Conseil National du Crédit, données de Décembre 2018 & Décembre 2019

Face aux crises sécuritaires qui ont impacté la sous-région CEMAC en général et le Cameroun en particulier, le financement de l'activité au niveau du secteur bancaire a été relativement apathique.

Malgré cette morosité et un marché en pleine mutation technologique, la CBC a poursuivi avec sa transformation digitale et a capté des parts de marché tant en **emplois** avec 0,89 point de gagné, passant de 7,11% en 2018 à 8,00% à fin 2019, qu'en **ressources**, en passant de 5,04% à 5,53%, soit 0,49 point de plus. Elle a gardé le rang de **5^e** banque en distribution des crédits et de **7^e** dans la collecte de dépôts.





Commercial Bank et la BDEAC, ensemble pour accompagner un important projet immobilier de B&B Invest à Douala



3

Rapport du Conseil
d'Administration à
l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions des articles 21 et suivants des statuts de la CBC, nous avons l'honneur de vous présenter succinctement la note d'information concernant les opérations et comptes sociaux de la Commercial Bank-Cameroun au cours de l'exercice ouvert le 1er Janvier 2019 et clos au 31 Décembre 2019.

CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET FINANCIER 2019

1. SUR LE PLAN INTERNATIONAL

L'année 2019 s'est achevée dans un contexte mondial fortement marqué par des tensions géopolitiques, des incertitudes et une conjoncture économique encore difficile qui a été écorchée par le début de la pandémie du COVID-19.

a) CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

Au-delà des crises politiques et sociales dans les pays d'Amérique latine (Venezuela, Pérou, Equateur, Chili, Bolivie, Colombie), reflétant une tendance à l'escalade de la lutte politique et des problèmes de gouvernance, l'actualité politique et sociale internationale a été influencée par la poursuite de la crise des gilets jaunes, protestant contre la hausse du prix du carburant et la baisse du pouvoir d'achat en France.

Le lancement de la phase opérationnelle de l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) lors du 12^e sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine (UA) tenu à Niamey en date du 7 juillet 2019.

Les feux de forêt dévastateurs en Amazonie, en Indonésie, en Australie..., causés par des conditions exceptionnellement chaudes et sèches dans ces régions et la démission de Theresa May de son poste de Première Ministre du Royaume Uni, remplacée par Boris Johnson qui a fait organiser des élections générales anticipées le 12 Décembre pour sortir la Grande Bretagne de l'impasse du Brexit.

b) CONTEXTE ECONOMIQUE

Le léger ralentissement de la croissance mondiale s'est manifesté par le tassement de l'activité économique mondiale, avec un taux de croissance estimé par le FMI à 3,3% en 2019 contre 3,6% en 2018, en raison de la persistance des escalades commerciales que



Alfred TIKI
Président du Conseil d'Administration

se livrent les Etats-Unis et ses partenaires, des incertitudes entourant les négociations sur le Brexit entre l'Union Européenne et la Grande Bretagne et des tensions macro-économiques dans plusieurs pays émergents.

Aussi, le durcissement de la politique de crédits par la Chine a eu une incidence très négative sur les économies dépendantes de la dette sur le compartiment Chinois. Enfin la recrudescence des tensions géopolitiques entre les Etats Unis et les grands pays exportateurs du pétrole notamment l'Iran et le Venezuela³.

2. SUR LE PLAN REGIONAL

a) CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

La situation politique en Afrique centrale est restée instable et très tendue du fait des multiples consultations électorales, des problèmes liés à la sécurité et des difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme. L'activité politique a été dominée notamment par :

La tenue du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale) à Yaoundé du 21 au 22 novembre 2019 dans le but de mettre en exergue les problématiques sous-jacentes et monétaires de la sous-région Afrique Centrale, notamment la question de la survie du Franc CFA, les réserves de change, les accords de partenariat avec les différentes institutions financières et celui de la France.

3 L'économie Report du lundi 03 février 2020 : Exécution budgétaire à fin septembre 2019.

4 Rapport du conseil de sécurité 24 mai 2019³
[Perspectives économiques régionales révisées, fin décembre 2019](#)

L'adoption à la quatorzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État de la CEMAC tenue le 24 mars à N'Djamena d'une politique commune d'émigration, d'immigration et de protection des frontières en vue d'accélérer la création d'une zone de circulation sans visa,

La situation de sécurité précaire du fait de la présence de groupes armés dans la province septentrionale du Tibesti au Tchad, des activités terroristes menées par Boko Haram aux alentours du lac Tchad et les revendications séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun⁴.

b) CONTEXTE ECONOMIQUE

Avec un taux en 2019 de 3,0% en termes réels, contre 1,6% en 2018, la croissance économique a connu un léger retard par rapport au taux de 3,2% initialement projeté. Ceci se justifie entre autre par le dynamisme moins prononcé du secteur non pétrolier et la remontée des tensions inflationnistes, qui demeurent néanmoins en deçà de la norme communautaire de 3%, qui se situe à 2,5% à fin décembre 2019, contre 2,2% en 2018. Ajouté à cela³: La pénurie des devises liée en partie à l'effondrement des revenus pétroliers ayant causé la fonte des réserves de change, entraînant de facto, les rejets des demandes de transfert par les banques commerciales, les difficultés d'accès aux billets de banque étrangers dans le cadre du change manuel et des entraves à effectuer les opérations d'envoi rapide des fonds à travers les réseaux Western Union, Money Gram et Ria.

Ces contrastes ont poussé la BEAC à prendre des mesures clés visant à apporter plus de flexibilité à travers l'adoption et l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation de change qui impose aux banques commerciales de rétrocéder à la Banque centrale 70% des devises rapatriées par leurs clients.

La situation socioéconomique est donc restée très préoccupante avec des économies moins diversifiées. Aussi, le FMI a-t-il repris ses discussions avec les Gouvernements au sujet de l'accès à la facilité élargie de crédit, dans le cadre du Programme de Réformes Economiques et Financières des pays de la Sous-Région².

c) LE MARCHE FINANCIER

Selon le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) réuni en sa quatrième session ordinaire le 18 Décembre 2019 à

Douala, l'activité économique des pays de la CEMAC continuera de se relancer, «bien qu'à un rythme plus modéré qu'attendu». Il a pour ainsi dire tablé sur un taux de croissance de 2,5% contre 1,8% en 2018, une maîtrise des tensions inflationnistes en dessous du seuil communautaire (3%) avec un taux de 1,9%, contre 2,2% un an auparavant, un excédent du solde budgétaire hors engagements, hors dons qui se situerait à 0,2% du produit intérieur brut (PIB), contre -1,0% du PIB en 2018, rapporte l'Agence de Presse Africaine (APA), et un creusement du déficit du compte extérieur courant de l'ordre de 4,4% du PIB, contre 2,7% douze mois plus tôt.

En plus, le processus de fusion des deux marchés financiers a été officiellement acté en juillet 2019, mois caractérisé par le lancement de l'emprunt obligataire dénommé « EOG 6,25% Net 2019-2024 » qui a permis à l'État gabonais de collecter environ FCFA 126 Mds au lieu des FCFA 100 Mds initialement sollicités. Enfin, la mise en production officielle de la centrale des bilans de la CEMAC, qui participera à l'amélioration de la disponibilité et de la qualité de l'information financière sur les entreprises non financières, gage d'un meilleur accès aux financements bancaires.

3. SUR LE PLAN NATIONAL

a) CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL

La nomination d'un nouveau gouvernement avec Monsieur Joseph DION NGUTE comme premier ministre qui a conduit les travaux du Grand Dialogue National lancé par le Président de la République en vue d'examiner les voies et moyens visant à apaiser le climat social tendu et répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que celles de l'Extrême Nord et du Nord qui ont été déclarées comme zones économiquement sinistrées par Décret N° 2019/3179/PM du 02 septembre 2019 portant reconnaissance du statut de zone économiquement sinistrée aux Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

La mise en œuvre des recommandations issues de cette large concertation a commencé avec l'adoption et la promulgation de la loi portant code général des collectivités territoriales décentralisées, fixant le nombre des conseillers régionaux.

S'en est suivi le drame de Gouache à Bafoussam qui a fait environ 43 morts et une dizaine de disparus, la convocation du corps électoral en vue du double scrutin législatif et municipal pour le 09 février 2020.

5 www.investiraucameroun.com/finance/3110-13491

b) CONTEXTE ECONOMIQUE

En dépit des chocs exogènes et de la crise sécuritaire, l'économie camerounaise a enregistré un taux de croissance estimé à 4,1% en 2019 contre 4% en 2018, grâce au dynamisme du secteur tertiaire et à la croissance de la consommation et des investissements. Cela a eu pour effet, l'approbation du dossier du Cameroun par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI), à la suite de la conclusion satisfaisante de la quatrième revue du Programme Économique et Financier, avec pour conséquences le décaissement des appuis budgétaires du FMI et de l'Agence Française de Développement (AFD) en juillet et Août 2019.

Cependant, la BAD dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique en 2020 souligne que cette «croissance économique (...) n'a pas été suffisamment inclusive pour développer le capital humain» ; car classé au 151^e rang mondial (21^e rang africain) dans l'indice du développement humain 2018, le taux de pauvreté a modérément reculé et le rythme actuel ne permettra pas d'atteindre deux des objectifs du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) à savoir : un sous-emploi de la main-d'œuvre tombant de 76% à 50% et un taux de pauvreté de 28,7% en 2020»⁵.

L'année 2019 a connu le 29 Mai, une loi de finances rectifiée par ordonnance N 2019/001 prise par le Chef de l'Etat, afin d'être en droite ligne des engagements de l'Etat vis-à-vis du Fonds Monétaire International (FMI) avec lequel il a conclu un accord triennal de réformes économiques et budgétaires appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), et la poursuite des travaux relatifs à l'organisation de la CAN 2021, notamment les chantiers de construction des stades d'OLEMBE et de JAPOMA ainsi que plusieurs travaux d'infrastructure.

L'incendie de la SONARA survenu le 31 Mai 2019 qui a détruit une bonne partie de l'outil de production a porté un sérieux coup à l'économie, obligeant ainsi le Cameroun à procéder régulièrement aux importations des produits pétroliers.

La hausse de l'inflation en rythme annuel chez certains des principaux partenaires commerciaux du Cameroun; dont la Chine et les Etats-Unis.

4. LE MARCHE BANCAIRE

a) AU NIVEAU DU MARCHE GLOBAL

La mise en application de la nouvelle réglementation de change, entrée en vigueur en mars 2019, a produit des effets positifs sur la constitution du stock de devises ; les nouvelles dispositions ont permis aux banques commerciales en activité dans l'espace CEMAC de rétrocéder environ 3896 milliards de FCFA en devises à la BEAC, soit une hausse en glissement annuel de 229%.

L'emprunt obligataire prévu sur le marché financier a été remplacé par trois émissions réussies d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) sur le marché monétaire de la BEAC, avec mobilisation importante des ressources. Le scandale de la SCB ATIJARIWABA suite à la non rétrocession, entre 2017 et 2019, de plus de FCFA 1 200 milliards de devises à la BEAC, comme le prévoit la réglementation en la matière en zone CEMAC.

Au regard des évolutions macroéconomiques, des perspectives favorables et des facteurs de risque pouvant influencer sur la stabilité monétaire de la sous-région Afrique Centrale, le Comité de Politique Monétaire (CMP) a décidé au terme de sa quatrième session ordinaire de l'exercice 2019 de maintenir inchangés :

- Le taux d'intérêts des appels d'offres à 3,50% ;
- Le taux de la facilité de prêt marginal à 6,00% ;
- Le taux de la facilité de dépôt à 0,00% ;
- Les taux des coefficients des réserves obligatoires à 7,00% et 4,50%.

Dans le même cadre, l'Institut d'émission a annoncé, pour début 2020, la suppression du taux de pénalité de 8,30% applicable aux banques.

b) AU NIVEAU DE LA CBC

Dans la lignée des très bonnes performances commerciales enregistrées depuis l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante, le total du bilan est en constante progression. Il se situe à FCFA 409 920 Ms à fin 2019 contre FCFA 328 617 Ms à fin 2018, sous l'effet conjugué de l'accroissement des dépôts de la clientèle appuyé par le financement de la Banque Européenne d'Investissement à hauteur de FCFA 9,2 Mds, et l'évolution plus que proportionnelle des crédits, soit 15% par rapport aux réalisations de 2018.

Porté par ces performances, le résultat net après impôt affiche un bénéfice de FCFA 2 522 Ms au 31 décembre 2019.

Les principaux indicateurs de gestion à fin 2019 se présentent comme suit :

ÉLÉMENTS	REALISATIONS			
	2017	2018	2019	Var en %
- Total net du bilan	252 136	328 617	409 920	24,80%
- Dépôts de la clientèle	172 384	222 755	270 517	21,40%
- Emplois de la clientèle (net)	196 261	248 606	285 352	14,80%
- Dont créances consolidées	61 483	56 994	53 472	-6,20%
- Produit net bancaire	12 332	16 634	22 174	33,30%
- Frais de fonctionnement (hors amortissement)	10 227	11 483	13 019	13,40%
- Frais de personnel	5 007	5 516	5 757	4,40%
- Résultat net après impôt	1 551	2 130	2 522	18,40%
- Fonds Propres Nets Corrigés (CERBER Retraité)	15 765	18 291	23 351	27,70%

Sur le plan des investissements, les réalisations y compris les avances sur immobilisations s'élèvent à FCFA 1 904 Ms contre un budget de FCFA 2 738 Ms, soit un taux d'exécution de 69,6% et une réduction de 7,8 points par rapport au taux de réalisation de 2018 où il était de 77,4%.

LES ACTIVITES DE LA CBC EN 2019

1. RÉALISATIONS COMMERCIALES

En dehors des actions de communication et de prospection menées en faveur du développement commercial, le réseau d'agences s'est étendu avec l'ouverture des points de vente à Kekem et Dschang dans la région de l'ouest et la construction de deux Guichets Automatiques dans les stations BOCOM de Ndogpassi et Aéroport à Douala. Les autres actions commerciales ont été :

- Le lancement de la campagne spéciale de collecte de ressources et d'ouverture de comptes d'épargne-projet ;
- Le lancement du produit COP'S à Dschang pour le paiement des droits universitaires ;
- Le recrutement et la formation des équipes devant assurer une présence professionnelle et plus agressive permettant de soutenir la politique commerciale par une vaste campagne de communication ;
- La deuxième édition du produit PASCO

(Programme d'Accompagnement Scolaire) ;

- La mise en exploitation effective du produit « CB-ONLINE » pour la consultation des comptes et autres transactions en ligne.

2. L'ORGANISATION

La transformation organisationnelle de Commercial Bank s'est poursuivie avec la mise en œuvre des points inscrits dans le Plan Stratégique de Développement 2017-2019, complété par les exigences du Contrat d'Objectifs et de Performance signé en Juillet 2018 avec l'Etat du Cameroun, pour la mise en place des bonnes pratiques en matière de gouvernance.

Dans l'optique de poursuivre le processus de modernisation de la structure organisationnelle de la banque, les actions suivantes ont été entreprises :

- le lancement du processus de certification à la norme ISO 9001 : 2015 avec la sensibilisation sur la politique qualité et les éléments identitaires de la banque dont les nouvelles valeurs : Passion, Confiance et Innovation ;
- l'acquisition du logiciel GIEOM pour la gestion des procédures et modes opératoires, la gestion des risques et la Conformité ;

3. LES INVESTISSEMENTS

Les principaux investissements ont porté sur :

- L'aménagement de deux points de vente (KEKEM et DSCHANG) ;
- L'extension du nombre de distributeur automatique ; dont BOCOM Aéroport et Ndogpassi,
- L'extension de la vidéo surveillance et de la biométrie à l'ensemble du réseau ;
- L'achèvement de l'aménagement des bureaux de la DEPI et de l'espace Corporate ;
- L'acquisition de deux nouveaux véhicules à travers la politique du Car Plan ;
- La modernisation des outils de production avec l'amorce de la phase II de la migration à amplitude V11, le projet simplifié GIEOM et l'acquisition des logiciels de gestion des risques et de mise en conformité de la loi FATCA.

RESULTATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2019

Le résultat net bénéficiaire de FCFA 2 522 MS découle des agrégats ci-après tirés de nos états financiers et libellés en FCFA Millions :

Exercice	2017	2018	2019	Ecart 2019/2018	Var en % 2019/ 2018
BILAN					
Total net du bilan	252 136	328 617	409 920	81 302	24,70%
Ressources de la clientèle	172 384	222 755	270 517	47 761	21,40%
Emplois de la clientèle (net)	196 261	248 606	285 352	36 746	14,80%
dont créances consolidées	61 483	56 994	53 472	-3 522	-6,20%
Créances en souffrance	9 270	13 230	15 076	1 845	13,90%
RENTABILITE					
Commissions nettes & revenus sur titre	6 020	6 796	8 694	1 898	27,90%
Produit net bancaire	12 332	16 634	22 174	5 540	33,30%
Frais de fonctionnement	10 227	11 483	13 019	1 537	13,40%
Dotation aux amortissements	594	836	1 068	232	27,70%
Coefficient net d'exploitation	83%	69%	59%	-10%	
Coefficient brut d'exploitation	88%	74%	64%	-11%	
Résultat net	1 551	2 130	2 522	392	18,40%
Fonds Propres Net Corrigés (CERBER Retraité)					
	15 765	18 291	23 351	5 060	27,70%

Source : Etats financiers de la CBC.



Une séance du Conseil d'Administration

1. PRODUIT NET BANCAIRE (PNB) (en MFCFA)

Critère fondamental d'analyse de la santé financière et commerciale, c'est ce Produit Net Bancaire qui devra permettre de couvrir les frais généraux d'exploitation, les charges diverses, les provisions pour créances douteuses, l'impôt sur les sociétés, et contribuera in fine à consolider les fonds propres.

Du récapitulatif des éléments qui composent cet indicateur qui peut être détaillé par grands types d'activité, il ressort les informations suivantes issues du tableau du compte d'exploitation :

NATURE	2017	2019	2018
Marge sur opérations clientèle	6 850	15 917	11 068
Marge sur opérations de trésorerie	(538)	(2 437)	(1 231)
Marge sur opérations de change	582	1 229	370
Marge sur opérations bancaires diverses	5 438	7 465	6 426
Produit Net Bancaire (PNB)	12 332	22 174	16 634

Il se dégage des tableaux analytiques des éléments constitutifs, un PNB de FCFA 22 174 millions, en hausse de FCFA 5 540 millions par rapport à l'exercice 2018. Les raisons de cette amélioration ont été expliquées en amont.

2. RESULTAT NET DE L'EXERCICE

L'analyse par agrégat des éléments permettant d'apprécier le résultat est la suivante :

a) RESULTAT DE L'ACTIVITE D'EXPLOITATION

DESIGNATION	ACTIVITE D'EXPLOITATION NORMALE
Produits d'exploitation bancaire	31 038 261 199
Charges d'exploitation bancaire	(8 864 269 874)
PRODUIT NET BANCAIRE	22 173 991 325
Produits divers	1 038 377
Frais généraux d'exploitation	
Reprise sur amortissements	13 019 446 510)
Dotation aux amortissements	(1 067 936 851)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 087 646 341
Reprise sur provisions	2 347 431 211
Dotations aux provisions	(7 452 030 036)
RESULTAT COURANT	2 983 047 516

b) RESULTAT EXCEPTIONNEL

DESIGNATION	ACTIVITE HORS EXPLOITATION
PRODUITS	
Profits exceptionnels (1)	811 559 866
CHARGES	
Charges exceptionnelles (2)	(589 812 802)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	221 747 064

(1) Voir détail au niveau des notes 30

(2) Voir détail note 31

c) RESULTAT NET DE L'EXERCICE

DESIGNATION	MONTANT
Résultat courant	2 983 047 516
Résultat exceptionnel	221 747 064
RESULTAT NET AVANT IMPOT SUR LE RESULTAT	3 204 794 580
Impôt sur les sociétés	(682 841 677)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 521 952 903

RESULTAT NET DE L'EXERCICE**2019**
2522**2018**
2130**COEFFICIENT D'EXPLOITATION****2019**
64 %**2018**
74%

Le coefficient d'exploitation est un outil de pilotage précieux, à court et à moyen terme, qui peut être générateur de choix et d'actions sur :

- Les frais généraux : quel niveau acceptable eu égard au niveau de PNB ?
- Le PNB : quelle stratégie pour l'accroître ?

La performance au sein du système bancaire se mesure notamment au travers de ce ratio. Rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire, il permet de mesurer indépendamment des stratégies poursuivies, la véritable performance économique de l'activité déployée.

Par rapport à l'exploitation de l'exercice 2018, le coefficient d'exploitation s'est nettement amélioré de 10 points, en passant de 74% à 64 %. Cette satisfaction est la résultante de la politique volontariste orchestrée par la Direction Générale ayant fortement accru les produits d'exploitation au détriment des charges de même nature.

PERSPECTIVES D'AVENIR ET DEVELOPPEMENT EN 2020**1. CONTEXTE SOUS REGIONAL**

Compte tenu des mauvaises surprises sur l'Inde et d'autres pays émergents, des tensions géopolitiques persistantes et commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, le FMI a abaissé sa prévision de croissance mondiale pour 2020 à 3,3% contre 3,5% projeté en octobre 2019. Elle devrait néanmoins être supérieure à celle de 2019 qui est de 2,9% le plus faible niveau enregistré depuis la crise financière de 2008.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'affermir à 3,5% en 2020 et 2021 (contre 3,3 % en 2019). Cette projection est inférieure de 0,1 point à celle des PEM d'octobre pour 2020. Cette réévaluation traduit des révisions à la baisse pour l'Afrique du Sud (où les contraintes structurelles et la détérioration des finances publiques freinent la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé) et pour l'Éthiopie (où la consolidation du secteur public, nécessaire pour contenir la vulnérabilité liée à la dette, devrait peser sur la croissance).

En zone CEMAC, les voyants ne sont certes pas encore au vert, mais les six pays de la sous-région sortent peu à peu la tête de l'eau et caressent l'espoir d'échapper définitivement à la noyade, en raison de la mise des Etats de la CEMAC sous le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) du FMI. Dans ce contexte, la croissance globale devrait se situer à 3,5 % en 2020, portée principalement par le secteur non pétrolier. Toutefois, les risques de dégradation restent considérables et il convient de redoubler d'efforts pour favoriser une croissance plus diversifiée et plus inclusive pour sortir de la quasi dépendance du pétrole, notamment en opérant des réformes structurelles visant à :

- renforcer la gouvernance et améliorer le climat des affaires ;
- stimuler le développement social et améliorer les échanges intracommunautaires qui se situent actuellement autour de 3% seulement ;
- réduire considérablement les importations qui plombent et accentuent le déficit de la balance commerciale.

Concrètement les prévisions de croissance des pays de la CEMAC s'établiront comme suit :

pays	2017 (réel)	2018 (réel)	2019 (estimé)	2020 (projection)
1 Cameroun	3,5%	4,1%	4,0%	4,2%
2 République Centrafrique	4,5%	3,8%	4,5%	5,0%
3 Congo	-1,8%	1,6%	2,2%	4,6%
4 Gabon	0,5%	0,8%	2,9%	3,0%
5 Guinée équatoriale	-4,7%	-6,1%	-4,3%	-2,3%
6 Tchad	-3,0%	2,6%	3,0%	5,5%

Source : Perspectives Economiques Mondiale Janvier 2020 : zone CEMAC 2019

À moyen terme, une nouvelle hausse des réserves régionales est prévue, en supposant que les pays de la CEMAC restent attachés aux objectifs de leurs programmes et que de nouveaux programmes avec la Guinée Équatoriale et la RCA débutent bientôt, la croissance globale devrait se situer à 3,5% en 2020, portée principalement par le secteur non pétrolier, qui devrait profiter de la mise en œuvre des stratégies gouvernementales d'apurement des arriérés», écrit le FMI à la faveur de son Conseil d'Administration tenu le 19 décembre 2019.

Quant à la pression inflationniste, elle devrait rester voisine de celle de 2019 à 2,5%, soit en deçà du critère de convergence régional (3%). Cette relative stabilisation résulterait principalement de la bonne tenue de la production vivrière et de l'élevage.

2. CONTEXTE NATIONAL

2020 sera une année décisive pour le Cameroun. Elle permettra assurément de marquer un pas important dans la résolution définitive de la crise des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest actuelle et de se confronter à plusieurs autres enjeux infrastructurels et socio-économiques.

a) Perspectives économiques et financières du Cameroun

Les principaux défis pour l'année 2020 concernent notamment l'adoption du nouveau projet de Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 qui vient en

remplacement du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Selon cette Stratégie, le Cameroun ambitionne sur la période de 2020 à 2030⁶ de :

- porter son taux de croissance du PIB en moyenne autour de 7 à 8% ;
- porter son taux de croissance du secteur secondaire hors pétrole autour de 8% ;
- ramener le déficit de la balance commerciale de 8,8% à environ 3% du PIB en 2030 ;
- ramener le taux de pauvreté de 37,5% en 2014 à moins de 25% en 2030 ;
- ramener le sous-emploi et porter l'indice du capital humain de 0,39% en 2018 à 0,55 et l'indice de développement humain de 0,52 en 2016 à 0,70 en 2030 .

Outre les objectifs cités, les principales orientations arrêtées au budget 2020 consisteront en :

- L'accélération des travaux liés à l'organisation du Championnat d'Afrique de football (CHAN) 2020 et de la CAN 2021 ;
- La reconstruction de la Société Nationale de Raffinage (SONARA), victime d'un grave incendie en fin mai 2019 ;
- La densification du processus de décentralisation et l'opérationnalisation du statut spécial des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- La poursuite de la mise en œuvre des grands projets de transformation du secteur de l'énergie et des routes.
- L'organisation du double scrutin législatif et municipal prévu le 9 février 2020 ;
- L'implémentation des recommandations



⁶ www.investiraucameroun.com/gestionpublique/2301-13919

du grand dialogue national ; dont la résolution de la crise des régions anglophones à travers la reconstruction des structures détruites du fait des exactions perpétrées par les séparatistes.

Selon les projections de base du budget 2020 et du projet de la Stratégie de Développement Nationale à l'horizon 2030, les perspectives se veulent prometteuses pour les années à venir surtout avec le retour de l'accalmie sur le front social et politique.

Cependant le nouveau vent de l'Est qui souffle du côté de la Chine avec le nouveau coronavirus depuis le mois de Décembre 2019 risque de déteindre sur les activités de 2020, car si la Chine s'enrhume, l'économie mondiale peut subir une grippe aux conséquences graves.

b) Perspectives d'évolution du marché bancaire

En dépit de cette nouvelle menace, le marché bancaire en 2020 sera caractérisé essentiellement par une concurrence plus vive, notamment avec :

- L'arrivée du groupe bancaire nigérian « Access Bank » ; dont l'ouverture d'une filiale est annoncée au Cameroun. Doté d'un capital initial de près de 14,5 Mds de FCFA, elle aura pour siège Douala ;
- L'annonce de l'expansion du groupe Afriland First Bank en Afrique de l'Est notamment en Ouganda ;
- L'ouverture de nouvelles agences et les offres de services sans cesse plus attractives avec l'évolution permanente de la technologie digitale ;
- Le lancement par Commercial Bank dans

les jours à venir de son nouveau produit de la monnaie électronique (Mobile Money) sous le nom de SPEEDOH ;

A cet effet, le volume des ressources et des emplois sur la place bancaire camerounaise pourrait connaître une croissance de 4,5% (taux de croissance projeté du PIB de l'économie nationale) et passera respectivement de l'ordre de FCFA 4 870 022 Ms et de FCFA 3 664 642 Ms à fin 2019, pour se situer environ à FCFA 5 089 173 Ms en ressources et à FCFA 3 829 550 Ms en emplois bruts.

La CBC pour sa part, avec des prévisions budgétaires de FCFA 289 423 Ms en ressources et FCFA 326 050 Ms en emplois y compris les créances en souffrance, projette des parts de marché de l'ordre de 5,69% en ressources et de 8,51% en emplois contre 5,53% et 8,00% au 31/12/2019 respectivement.

3. SUR LE PLAN INTERNE A LA CBC

La trajectoire cible fixée par la Direction Générale en 2020 est d'accroître davantage ses parts de marché tant en dépôts que sur les crédits et de faire partie des cinq banques leaders du marché local, de devenir la banque de référence sur tous les secteurs du marché et de conseil reconnue par l'Etat du Cameroun dans le cadre de la conduite de ses projets structurants.

Dans cette perspective et au regard du contexte de la crise sanitaire qui ébranle la quasi-totalité des économies, les objectifs à atteindre découlant du budget révisé de l'exercice 2020, ont été déclinés comme suit :

Elément.	Budget validé	Budget révisé
Total de Bilan	434 013	434 013
Ressources de la clientèle	289 423	289 423
Emplois bruts de la clientèle	326 050	326 050
dont créances consolidées	49 830	49 830
Capitaux permanents	31 071	39 598
PNB	26 875	24 287
Frais de fonctionnement	15 650	15 870
Coefficient net d'exploitation	58%	65%
Résultat net	4 269	1 501
Dépenses d'investissements de (Y compris les prévisions du GIE)	5 371	5 371

Les objectifs stratégiques définis dans le cadre du budget 2020 viseront :

Sur le plan Marketing, à :

- Intensifier la conquête de l'espace par notre présence effective et permanente auprès des principaux clients et des prospects ;
- Mettre une politique d'adéquation des ressources face aux emplois, l'objectif étant de maintenir un niveau de dépôts stables compatible avec le ratio d'emplois à moyen terme et un taux d'intermédiation de 100% ;
- Enrichir l'offre en lançant de nouveaux produits relatifs à la banque à distance,

à la digitalisation des produits bancaires, au porte-monnaie électronique et aux transactions online.

Sur le plan de la gestion des risques, à :

- Concevoir un plan de continuité sur la base de la cartographie des services et des SLA (Service Level Agreement) y relatifs ;
- Automatiser les processus non couverts par Amplitude ;
- Poursuivre l'intégration des activités au Dispositif de Maîtrise des Risques (DMR) ;
- Renforcer les activités de recouvrement ;
- Veiller à la bonne exécution de tous les contrôles, ainsi qu'à l'analyse des résultats de contrôle en vue d'améliorer la qualité et la sécurité des prestations .

Sur le plan de la réduction des charges, à :

- Réexaminer tous les contrats de prestation en vigueur ;
- Veiller particulièrement à étudier tous les besoins d'investissement en appliquant toujours le même principe à savoir : «tout ce qui n'est pas indispensable n'est pas nécessaire».

Sur le plan de la gestion des ressources humaines, à :

- Poursuivre la mise en œuvre d'une politique d'allocation adéquate des Ressources Humaines ;
- Evaluer objectivement les besoins en formation des collaborateurs, en vue de bâtir un programme efficace de renforcement de compétences ;
- Veiller à la lecture régulière des procédures et du Code d'Éthique pour cultiver l'excellence des méthodes et des comportements.

S'agissant des investissements prioritairement identifiés pour l'année 2020, il s'agira de :

- Poursuivre le développement du réseau par l'ouverture d'au moins 03 agences dans les zones à fort potentiel et selon les opportunités qui pourront se présenter dans les villes comme Limbe, N'Gaoundéré, Kousséri, Bertoua, Ebolowa, et Douala Akwa II ;
- Réaménager les agences de Nlongkak, Mokolo, Kennedy et le guichet islamique qui revêtent une urgence particulière ;
- Intensifier le développement des offres digital Banking et monétique à travers l'extension des réseaux des GAB, des Terminaux de Paiement Electronique (TPE), des Agency Banking et des kiosques brandés ;
- Procéder à l'audit et à la refonte de l'infrastructure réseau de la CBC (mise en œuvre des projets contenus dans le schéma Directeur) ;
- Procéder à la mise en conformité des salles serveurs (réfection, continuité d'activité et le plan de financement d'urgence) ;
- Moderniser et sécuriser davantage le système d'exploitation ;
- Doter les opérationnels d'outils de production performants.
- En 2020, Commercial Bank continuera sur la dynamique de développement engagée depuis sa sortie de l'Administration Provisoire orientée vers trois axes complémentaires : la croissance, le leadership et l'expansion vers l'intérieur du pays. A cet effet, l'ambition de la Direction Générale est :
 - de se positionner au top 5 des banques tant en ressources qu'en emplois ;
 - d'assurer la couverture des emplois par les ressources à hauteur d'au moins 100% ;
 - de ramener progressivement les frais généraux à hauteur de 60% du PNB (norme du secteur bancaire) ;
 - de consolider davantage sa structure financière et sa rentabilité.



Un banquier qui vous écoute et qui répond **24H/7**, ça existe!

* Pour les abonnés Nextell, International et whatsapp

Appelez Aicha, C'est gratuit

8080





4

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Commercial Bank - Cameroun

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETATS FINANCIERS ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019, sur:

- l'audit des états financiers annuels de la société **Commercial Bank Cameroon S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques prévues par la Loi et les autres informations.

Les états financiers de votre société ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance **du 26 juin 2020** sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la COVID-19

I. Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société CBC, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, le compte de résultat, les engagements hors bilan, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **COMMERCIAL BANK-CAMEROUN** à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables du Plan Comptable des Etablissements de Crédit et des Règlements émis par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit

Observations

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- ✓ Situation fiscale de la Banque mentionnée dans la note 1.7
- ✓ Incohérence entre l'état des engagements par signature et la comptabilité dans la note 1.14
- ✓ Informations spécifiques relatives aux événements liés à la crise sanitaire COVID-19 dans la note

Responsabilités du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels, conformément aux règles et méthodes comptables du Plan Comptable des Etablissements de Crédit et des Règlements émis par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe A du présent rapport du commissaire aux comptes.

II. Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport financier (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport du commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels).

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, d'effectuer les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

La sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels appellent de notre part les observations suivantes :

➤ Rapport de gestion du Conseil d'Administration et projets de résolutions

Le rapport de gestion du Conseil d'Administration et le texte des projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires n'ont pas relevé d'observation de notre part.

Commercial Bank - Cameroun

➤ **Non-respect du Règlement COBAC R-2001/03 relatif à la division des risques des établissements de crédit**

Le règlement R-2001/03 stipule que tout établissement de crédit doit respecter en permanence :

- un rapport minimum de 45% entre les risques qu'il encourt du fait des opérations sur un même bénéficiaire et le montant de ses fonds propres.
- Un rapport maximum de 800% entre la somme des clients grands risques qu'il encourt et le montant de ses fonds propres nets. On entend par clients grands risques l'ensemble des risques encourus du fait des opérations avec un même bénéficiaire lorsque cet ensemble excède 15% des fonds propres nets dudit établissement.

Ce ratio n'a pas été respecté sur certains mois de l'exercice 2019 et pour les clients ci-après :

- ✓ Le Groupe NEOSSI sur les mois de janvier, juin et septembre 2019
- ✓ Le groupe NANA BOUBA sur le mois d'Août,
- ✓ Le groupe NJONG ERIC sur le mois de septembre 2019

➤ **Non-respect des dispositions du Règlement COBAC R2016/04 relatif au contrôle interne des établissements de crédit**

Nous relevons le non-respect des dispositions réglementaires prévues par le règlement COBAC R2016/04 en ce qui concerne les articles ci- dessous :

Article 61 : La Banque n'a pas procédé à la simulation de crise visant à confirmer l'efficacité de son plan de continuité des activités sur les risques au courant de l'année 2019.

Article 88 : La banque n'a pas défini des plans d'urgence et de continuité de l'activité prévus par le Règlement COBAC R-2008/01 sus visé.

Articles 132/133 : La banque n'a pas formalisé la mise en place des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques. Les systèmes de surveillance et de maîtrise des risques de crédit et de contrepartie, de concentration, de marché, de taux d'intérêt, de règlement—livraison, de liquidité, de levier excessif, ainsi que des risques systémiques, et du risque opérationnel comportent un dispositif de limites globales.

➤ **Non-respect du ratio prudentiel COBAC R-2003-02 sur la surveillance de la position de change**

Le Règlement R-2003/02 stipule que tout établissement de crédit doit respecter en permanence

- Un maximum de 15% pour chaque devise
- Un maximum de 45% pour l'ensemble des positions

La Banque n'a pas été en conformité avec les positions de change sur les mois de juillet, août et octobre sur le Dollars.

Douala, le 11 août 2020

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Touche Afrique Centrale

Nemesius Mwendu Mwendu
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

ECA - Ernst & Young

Abdoulaye MOUCHILI
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

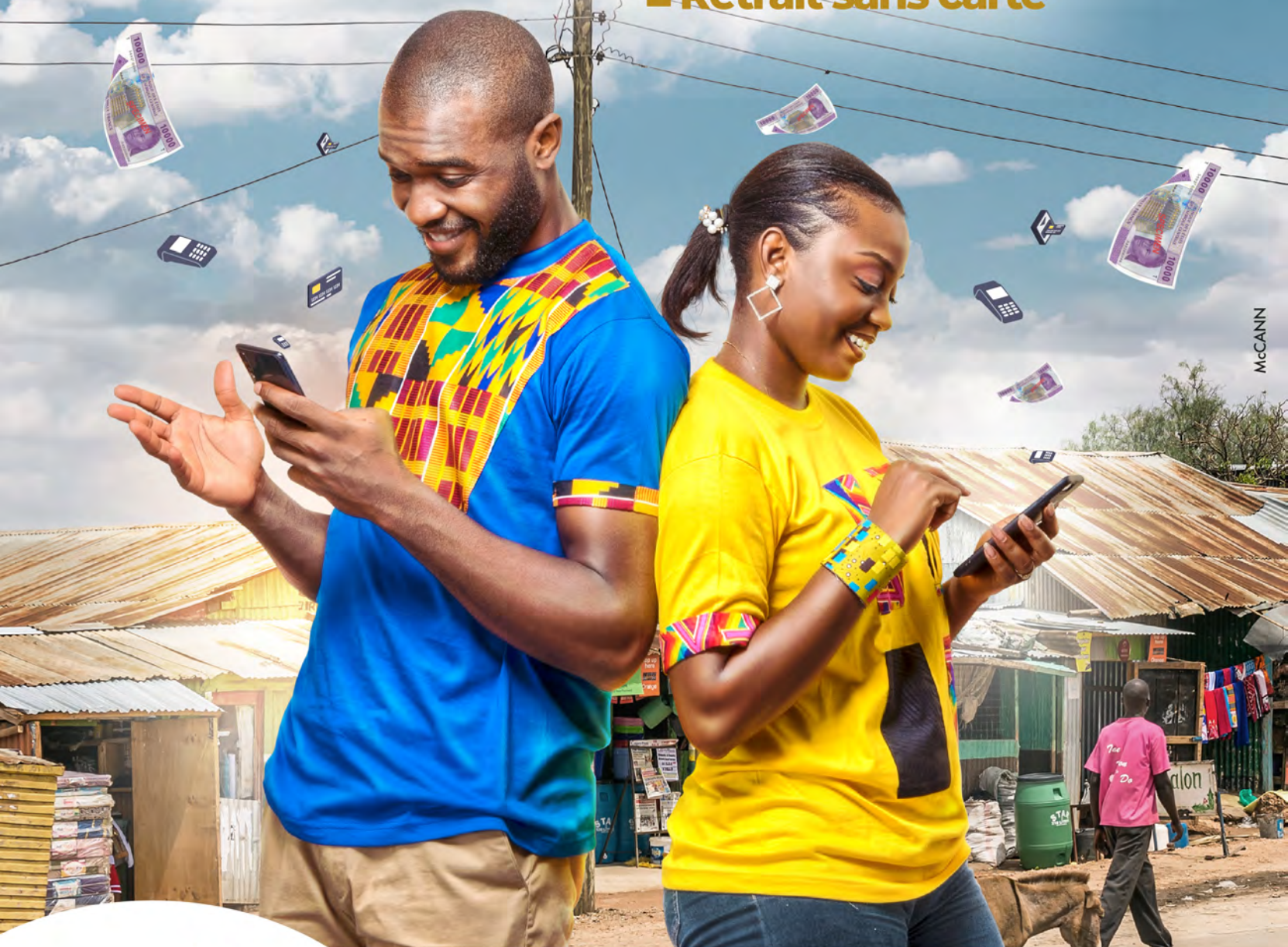
ECA - ERNST & YOUNG
Numéro ONECCA S.E.C 05
RCCM.RC/DLA/1984/B/00684
NIU : M088400001079 E
B.P. 3340 DOUALA



VOS TRANSACTIONS À LA VITESSE DE VOS DOIGTS

vers tous les mobiles et comptes bancaires d'Afrique Centrale

- Transferts Wallet
- Paiement marchand
- Paiement de Factures
- Rémittance
- Retrait sans carte



McCANN

Epargne projet ça marche !



**Rapprochez-vous de
votre conseiller clientèle**



CommercialBank
Let's build the future



Etats Financiers

1. a Bilan Actif

ACTIF	NOTES	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF NET IMMOBILISE		11 578 193 562	14 599 789 025	18 651 817 974
CREDITS NETS A LA CLIENTELE		285 351 780 542	248 605 857 179	196 260 573 029
OPERATIONS DIVERSES		2 979 786 177	1 426 703 407	2 230 747 090
CHEQUES ET EFFET A RECOUVRER	14	25 128 119 842	24 908 753 061	12 043 079 368
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES		84 881 903 660	39 076 193 039	22 949 749 402
TOTAL ACTIF		409 919 783 783	328 617 295 711	252 135 966 863

1. b Bilan Passif

PASSIF	NOTES	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PERMANENTS		36 291 072 056	21 229 090 822	19 319 664 265
COMPTE DE LA CLIENTELE		270 516 659 361	222 755 218 549	172 384 340 475
OPERATIONS DIVERSES		5 748 900 919	3 823 749 811	3 757 328 554
COMPTES D'ENCAISSEMENT	14	25 128 119 842	24 908 753 061	12 043 079 368
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES		69 713 078 702	53 770 267 255	43 080 083 448
BENEFICE DE L'EXERCICE 2018	32	-	2 130 216 213	1 551 426 628
BENEFICE NET EN ATTENTE D'APPROBATION		2 521 952 903		
TOTAL PASSIF		409 919 783 783	328 617 295 711	252 134 939 290

2. Hors Bilan

	NOTES	31/12/2019	ACTIF 31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	33	141 061 517 161	129 189 378 484	99 292 754 067
ENGAGEMENTS SAINS	33	116 647 553 610	105 682 424 332	75 604 592 177
ENGAGEMENTS EN SOUFFRANCE	33	4 535 094 702	5 479 981 654	4 712 293 081
AGIOS RESERVES	33	8 893 295 242	7 191 807 204	8 475 868 809
PRODUITS SUR TAXES A RECEVOIR		318 688 584	248 792 052	
TAXES A RECOUVRER SUR CREANCES		52 333 920	24 130 720	
IMPAYES SUR ACCESSOIRES		114 551 103	62 242 522	
ENGAGEMENTS RECUS	33			
ENGAGEMENTS SAINS	33			
Effets déposés en garantie des opérations de refinancement		10 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
TOTAL		141 061 517 161	129 189 378 484	99 292 754 067

	NOTES	31/12/2019	PASSIF 21/12/2018	21/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	33			
ENGAGEMENTS SAINS	33			
ENGAGEMENTS EN SOUFFRANCE	33			
AGIOS RESERVES	33			
PRODUITS SUR TAXES A RECEVOIR				
TAXES A RECOUVRER SUR CREANCES IMPAYES SUR ACCESSOIRES				
ENGAGEMENTS RECUS	33	231 598 948 457	181 755 933 606	158 317 266 158
ENGAGEMENTS SAINS	33	153 156 124 627	103 211 853 409	79 774 442 328
Effets déposés en garantie des opérations de refinancement				
TOTAL		231 598 948 457	181 755 933 606	158 317 266 158

3. Compte de Résultat

INTITULE	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits sur opérations de trésorerie	221 329 039	458 903 002	249 434 223
Intérêts et frais supportés sur opérations de trésorerie	-2 658 668 333	-1 689 589 820	-787 423 247
MARGE SUR OPERATIONS DE TRESORERIE	-2 437 339 294	-1 230 686 818	-537 989 024
Intérêts et produits sur opérations clientèle	21 498 425 746	15 440 191 452	10 332 498 694
Intérêts et charges supportés sur opérations clientèle	-5 581 323 592	-4 371 812 293	-3 482 514 932
MARGE D'EXPLOITATION CLIENTELE	15 917 102 154	11 068 379 159	6 849 983 762
RESULTAT OPERATIONS DE CHANGE (réévaluation)	1 229 026 156	370 301 988	581 671 503
RESULTAT/OPERATIONS BANCAIRE DIVERSES	7 465 202 309	6 425 626 937	5 438 442 667
PRODUIT NET BANCAIRE	22 173 991 325	16 633 621 266	12 332 108 908
- Assistance technique		-	
- Produits divers	1 038 377	236 807	313 845
PRODUITS ACCESSOIRES	1 038 377	236 807	313 845
Frais de fonctionnement	-14 087 383 361	-12 318 781 284	-10 821 082 693
- Reprises aux amortissements		-	
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 087 646 341	4 315 076 789	1 511 340 060
- Dotation aux provisions	-7 452 030 036	-3 498 249 162	-4 149 061 122
- Reprises de provisions	2 347 431 211	1 336 474 524	5 545 161 224
RESULTAT COURANT	2 983 047 516	2 153 302 151	2 907 440 162
Profits exceptionnels :	811 559 866	1 137 302 931	969 244 929
Pertes exceptionnelles	-589 812 802	-653 339 095	-1 953 812 578
RESULTAT EXCEPTIONNEL	221 747 064	483 963 836	-984 567 649
RESULTAT NET AVANT IMPOT	3 204 794 580	2 637 265 987	1 922 872 513
Impôts sur les sociétés	-682 841 677	-507 049 774	-371 445 884
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 521 952 903	2 130 216 213	1 551 426 629





Notes aux états financiers 2019

CADRE JURIDIQUE

La COMMERCIAL BANK - CAMEROUN en abrégé « CBC » a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier à Douala, Cameroun le 5 août 1997, sous le numéro 018409, pour une durée de 99 ans. Elle a effectivement commencé ses activités d'exploitation le 24 novembre 1997.

Sa forme juridique est celle d'une Société Anonyme dont le siège social est situé à Douala, République du Cameroun B.P. 4004, Avenue De Gaulle.

La «CBC» est un établissement de crédit dont les activités commerciales et financières sont régies, pour l'essentiel, par les deux (2) conventions suivantes :

- Convention du 16 octobre 1990 portant création de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC).
- Convention portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les états de l'Afrique Centrale signée le 17 janvier 1992.

L'Arrêté n° 238/MINEFI/DCE/DMF/IB2 du 19 novembre 1997, en son article 1er, prévoit que «La Commercial Bank - Cameroun sise à Douala B.P. 4004 est, pour compter de la date de publication du présent arrêté, agréée en qualité d'établissement de crédit qualifiée à exercer son activité au Cameroun». Cet Arrêté se rapporte au Décret n° 90/1471 du 9 novembre 1990 fixant les conditions de l'agrément des établissements de crédit et de leurs dirigeants.

Les Ministres de la Justice des 16 états membres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ont adopté le 17 avril 1997 une première série de textes qui constituent les bases d'un droit économique modernisé, commun aux pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de l'Union Douanière des Etats d'Afrique Centrale (UDEAC). L'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique signé le 17 avril 1997, issu de la réforme OHADA, a été mis en vigueur le 1er janvier 1998, mais laissait un délai de deux (2) ans aux sociétés constituées avant cette date pour mettre en harmonie leurs statuts avec le nouveau droit, ce délai expirant le 31 décembre 1999. Les articles 907 à 910 de l'Acte Uniforme précisent que toute société commerciale est tenue, avant le 1er janvier 2000, de mettre ses statuts en harmonie avec la nouvelle législation.

Une mise à jour des statuts rédigés de la société a été authentifiée le 21 juillet 2005 et enregistrée à Douala, Actes civils, le 05 août 2005. La dernière mise à jour date du 01 octobre 2014

suite à l'opération d'augmentation du capital.

Pour s'arrimer aux dispositions de l'article 98 de l'acte uniforme OHADA révisé sur le droit des sociétés commerciales en vigueur depuis 2014 et obligatoire depuis le 05 mai 2016, la CBC a une fois de plus modifié ses statuts.

PRINCIPES COMPTABLES ET STRUCTURE DES COMPTES

Les comptes sont présentés suivant le Plan Comptable des Etablissements de crédit (PCEC), institué par le règlement COBAC R-98/01 du 15 février 1998 et ses instructions modificatives.

Les états financiers ci-joints, ainsi que la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) qui a été télédéclaré avant le 15 mars 2020 conformément au Code Général des Impôts auprès des Administrations Statistiques et Fiscales camerounaises ont été établis à partir de la balance générale convertie en CFA.

Les principes, les règles et conventions comptables suivants, internationalement admis, ont été retenus pour l'élaboration des états financiers :

- La continuité de l'exploitation ; ce qui suppose que la «CBC» continuera à bénéficier du soutien financier de ses actionnaires et autres bailleurs de fonds ;
- La permanence dans l'application des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- La prudence ;
- Le coût historique (le principe du nominalisme) ;
- L'importance relative ;
- La prééminence de la réalité économique sur les apparences juridiques ;
- Le non compensation des dettes et des créances sauf les cas expressément admis par le PCEC, et la non compensation des produits et des charges ;
- La séparation des exercices et le rattachement à ceux-ci des charges et des produits y afférents ;
- La conversion en FCFA au cours du jour au 31 décembre 2019 des soldes du bilan exprimés en devises à la clôture de l'exercice.
- Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en Franc CFA.

Nous noterons que le « principe du coût historique » et de « la permanence des méthodes » a cependant connu une entorse dans son application suite à la réévaluation des immobilisations instituée par les lois des finances 2010 et 2011 et le décret 2011/0975/PM du 04 avril 2011 fixant les modalités de la réévaluation des immobilisations amortissables et non amortissables des entreprises. A l'issue de cette réévaluation intervenue en décembre 2013, un écart de réévaluation de FCFA 894 004 725 a été dégagé et imputé en

augmentation des immobilisations d'égale montant. Les immobilisations issues de cet écart de réévaluation seront amorties suivant la durée restant à courir des immobilisations initiales. L'écart imputé au passif se verra diminué au rythme des dotations des amortissements et sera ainsi totalement apuré en produits quand ces immobilisations seront complètement amorties. Il est à noter que cet écart a été porté en augmentation de capital dans les sociétés commerciales autres que les établissements de crédits assujettis à la COBAC.

En dérogation au principe de non compensation, les compensations suivantes ont été faites suivant le PCEC :

- Fusion des comptes des correspondants : FCFA 70 953 971
- Fusion des comptes de la clientèle : FCFA 7 476 000 000

1. Immobilisations Incorporelles et Frais Immobilisés

Ce poste est constitué des frais immobilisés (frais exceptionnels à étaler, frais de premier établissement, frais de modification de capital) et les immobilisations incorporelles proprement dites (logiciel d'exploitation et licences et marques).

Le tableau ci-après présente les principaux mouvements enregistrés pendant l'exercice 2019

a) Immobilisations Incorporelles et Frais Immobilisés Brutes

INTITULE	SOLDE AU 31/12/2018	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	SOLDE AU 31/12/2019
AUTRES FRAIS IMMOBILISÉS	0	19 012 052	0	19 012 052
LOGICIEL D'EXPLOITATION (1)	2 499 151 470	125 694 126		2 624 845 596
ECART DE REEVALUATION LOGICIEL	4 624 846	0	0	4 624 846
TOTAL	2 503 776 316	144 706 178	0	2 648 482 494

Ecart de réévaluation des logiciels

En application des dispositions des lois de finances 2010 et 2011, la réévaluation légale des immobilisations a été réalisée au 31/12/2013. L'écart de réévaluation relatif aux logiciels a donné la somme de FCFA 4 624 846 portée au débit d'un compte « écart de réévaluation des logiciels ».

b) Amortissements des Valeurs Incorporelles

INTITULE	SOLDE AU 31/12/2018	DOTATIONS	REPRISES	SOLDE AU 31/12/2019
AUTRES FRAIS IMMOBILISÉS	0	0	0	0
LOGICIEL D'EXPLOITATION (1)	1 927 883 995	185 656 517		2 113 540 512
ECART DE REEVALUATION LOGICIEL	4 624 846	0	0	4 624 846
TOTAL	1 932 508 841	185 656 517	0	2 118 218 169

2. Immobilisation Corporelles et Autres

Les immobilisations sont enregistrées à leurs valeurs brutes (6.1) puis diminuées de leur amortissement (6.2)

a) Immobilisations Corporelles

INTITULE	SOLDE AU 31/12/2018	AUGMENTATIONS	SORTIES	SOLDE AU 31/12/2019
Agencement, aménagement et installation + VSAT + SYSTAC (1)	3 293 819 946	528 127 809	0	3 821 947 755
Matériel Roulant (2)	1 535 102 856	85 330 200	39 793 100	1 580 639 956
Matériel de bureau (3)	1 202 415 107	109 740 394	42 300 478	1 269 855 023
Matériel de maison (4)	61 164 491	0	5 274 304	55 890 187
Mobilier de bureau (5)	567 109 412	67 697 850	50 591 641	584 215 621
Mobilier de maison (6)	93 261 254	961 632	11 645 293	82 577 593
Matériel informatique (7)	2 631 784 214	372 754 344	93 826 198	2 910 712 360
Matériel Lourd (8)	236 725 473	29 695 870	9 832 495	256 588 848
Ecart de réévaluation	889 379 879			889 379 879
SOUS TOTAL IMMOBILISATION	10 510 762 632	1 194 308 099	253 263 509	11 451 807 222
Terrain et immeubles acquis par Adjudication	258 296 719	97 430 837	0	355 727 556
S/TOTAL	10 769 059 351	1 291 738 936	253 263 509	11 807 534 778
IMMOBILISATIONS EN COURS	102 317 308	264 252 141	56 872 908	309 696 541
AVCES/CDES IMMOB	308 368 215	448 886 455	460 782 952	296 471 718
TOTAL	11 179 744 874	2 004 877 532	770 919 369	12 413 703 037

Ecart de réévaluation

Conformément aux dispositions des lois de finances 2010 et 2011, les immobilisations de la banque ont été réévaluées sur la base de l'encours au 31/12/2010. L'écart de réévaluation des immobilisations amortissables et non amortissable est de FCFA 894 004 725. Cet écart a été imputé dans des comptes d'actif dédiés par nature des immobilisations.

Le détail de l'écart de réévaluation par nature est indiqué dans le tableau en annexe. Il est amorti depuis l'exercice 2013 sur la durée restant à courir et suivant le taux d'amortissement initial.

INTITULE	MONTANT DES ECARTS DE REEVALUATION
Agencement, aménagement et installation + VSAT + SYSTAC	757 007 202
Matériel Roulant	8 618 771
Matériel de bureau	30 568 304
Matériel de maison	1 876 226
Mobilier de bureau	49 188 351
Mobilier de maison	6 620 546
Matériel informatique	18 125 038
Matériel Lourd	17 375 441
TOTAL MATERIEL AMORTISSABLE	889 379 879
LOGICIELS INFORMATIQUES	4 624 846
TOTAL GENERAL	894 004 725

3. Immobilisations Financières

1. ACTIONS

TITRES DE PARTICIPATION

Ci-dessous, le détail des participations de la CBC dans les différentes entreprises :

■ COMMERCIAL BANK- TCHAD (CBT)

La participation de la CBC à la CBT s'élève à FCFA 552 000 000 soit 11 500 actions qui représentent 5,72% du capital.

■ COBSTP

Le 22 juillet 2015, la CBC a participé à l'opération de recapitalisation de la COBSTP en souscrivant à titre symbolique à 20 actions à 10 euros par action, soit un total de 200 euros soit CV 131 190 :

■ AUTRES TITRES

Action CBC Recouvrement (écriture de mobilisation du Capital du 23/06/2016)	0
Action symbolique en qualité de membre du réseau SWIFT Libérée en 2004.	1 377 510
Participation dans le capital de la GIMAC comme toutes les autres banques de la CEMAC.	
Son objectif principal concerne toutes opérations commerciales et industrielles se rapportant à l'émission, la gestion et l'exploitation des systèmes, moyens et instruments de paiement électroniques et monétiques.	500 000
Le 24 juillet 2019, libération de FCFA 150 000 000 au titre de la création de la CBC-BOURSE qui est une exigence pour être prestataire en bourse	150 000 000

2. OBLIGATION : ECMR 2014/2019 – ECMR 2016/2021

	SOLDE AU 31/12/2018	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE AU 31/12/2019
ECMR 2014/2019(1)	1 250 000 000		1 250 000 000	0
ECMR 2016/2021(2)	7 500 000 000	0	2 500 000 000	5 000 000 000
TOTAL	8 750 000 000	0	3 750 000 000	5 000 000 000

a) ECMR 2014/2019

Le 26/12/2014, la CBC a souscrit 500 000 titres dites « ECMR 5,5 % net 2014-2019) de valeur nominale FCFA 10 000. Il s'agit d'un emprunt global de FCFA 150 milliards émis par l'Etat du Cameroun rémunéré au taux de 5,5 % sur la place boursière de DOUALA et qui viendra à échéance en décembre 2019. Cet emprunt est admis en valeur à la CAA le 22 janvier 2015 avec le code ISIN #CM000-002007-#CM000-002007#.

L'amortissement est linéaire avec différé d'un an.

La CBC a ainsi encaissé la somme de FCFA 1 250 000 000 en 2019 pour solde de cet emprunt.

b) ECMR 2016/2021

Le 29 septembre 2016, la CBC a souscrit 1 000 000 titres (ECMR 5,50% net par an 2016-2021) de valeur nominale 10 000 pour un montant total de FCFA 10 000 000 000.

Les intérêts sont payables annuellement.

Le montant de FCFA 2 500 000 000 a été encaissé en 2019 au titre de remboursement en capital, à côté des intérêts de FCFA 412 500 000, laissant le solde de FCFA 5 000 000 000.

3. TITRES EN SOUFFRANCE

Les actions détenues dans les entités suivantes ont été déclassées en titres en souffrance et provisionnées à 100%. Leur solde est resté inchangé soit, FCFA 2 851 307 894.

Les bons de trésor en souffrance ne concernent par une participation quelconque, mais, 226 titres, code valeur 12106 échus depuis le 05/05/04 qui ne figuraient plus sur nos relevés de titres alors que nous n'avons pas recouvré ladite somme. Après plusieurs réclamations à la CAA depuis 2005, ce n'est qu'en 2009 qu'elle nous a répondu en disant qu'ils menaient les enquêtes en interne pour déterminer la destination exacte de ces titres. Par prudence, ces OTZ valant 214 700 000 ont été déclarées en souffrance et provisionnées entièrement.

La situation reste inchangée pour les autres titres en souffrance.

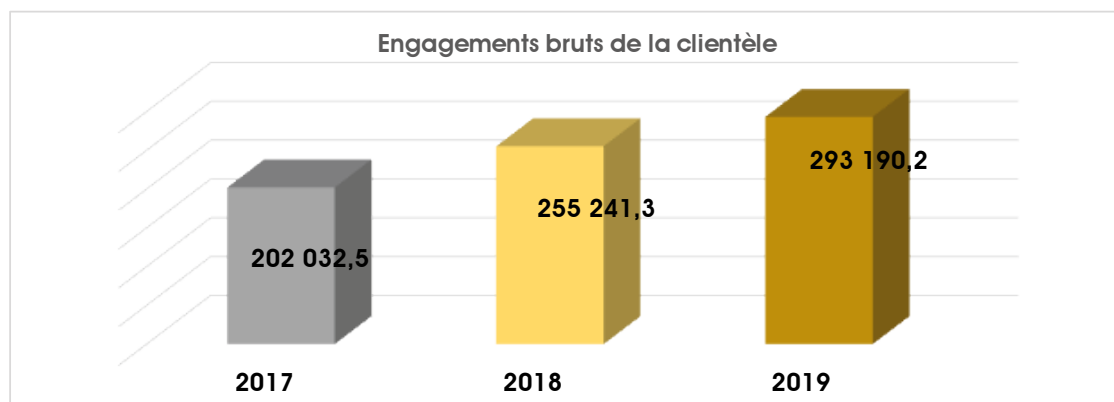
Toutefois, avec la fusion entre la Bourse de Douala et BVMAC et conformément aux résolutions des assemblées générales des deux entités, la CBC est passé de 900 actions d'un nominal de FCFA 100 000 par action de la DSEX, à 1 832 actions de valeur FCFA 100 000 par action de la BVMAC. Le mécanisme d'une meilleure prise en charge comptable est en étude.

4- COMPTES DE LA CLIENTELE

a) CREDITS A LA CLIENTELE

Les engagements par trésorerie sur la clientèle se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
- Crédits à long terme (CLT)	63 243 517 742	57 215 414 127	58 869 060 534
- Crédits à moyen terme (CMT)	41 819 792 084	52 602 734 730	68 992 674 428
- Crédits à court terme (CCT)	62 260 502 989	106 853 594 227	110 971 875 888
- Créances en souffrance (BRUTES)	9 270 443 276	13 230 280 706	15 075 602 533
- Comptes débiteurs de la clientèle	22 956 013 700	23 275 993 524	36 987 353 433
- Autres sommes dues par la clientèle	2 482 314 443	2 063 351 422	2 293 655 192
Engagements bruts de la clientèle	202 032 584 234	255 241 368 736	293 190 222 008
Provisions sur créances en souffrance	(5 772 011 205)	(6 635 511 553)	(7 838 441 465)
Engagements nets de la clientèle	196 260 573 029	248 605 857 183	285 351 780 542



■ Les provisions pour créances en souffrance

La situation des provisions pour créances en souffrance se résume comme ci-dessous :

	SOLDE AU 31/12/2018	DOTATIONS	REPRISES	SOLDE AU 31/12/2019
TOTAL	6 635 511 553	2 782 455 213	1 579 525 301	7 838 441 465

b) DEPOTS DE LA CLIENTELE (soldes créditeurs)

Ils se présentent ainsi qu'il suit :

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
- Bons de caisse (BDC)	31 840 168 003	34 455 876 459	51 789 579
- Comptes de dépôts à terme (DAT)	48 078 559 361	50 648 844 928	55 533 337
- Comptes d'épargne	18 390 922 735	19 340 839 069	20 320 060
- Comptes créditeurs à vue	64 030 891 235	110 544 832 158	135 829 204
- Autres sommes dues à la clientèle	10 043 799 141	7 764 825	7 044 477
TOTAL	172 384 340 475	222 755 218	270 516 659

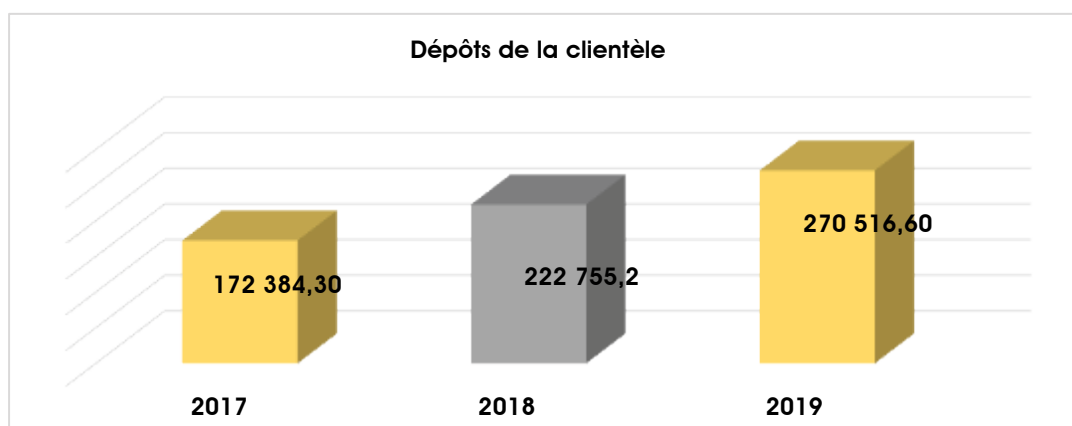
L'ensemble des dépôts de la clientèle est à échéance inférieure à un an sauf cas rares. Ils connaissent une hausse dans la mesure de l'ambition de la banque à l'exception des comptes sur livret qui tardent à suivre en dépit de la politique du « compte projet ».

- Les bons de caisse connaissent une hausse de FCFA 17 milliards environ
- Les dépôts à terme suivent une tendance haussière comme les bons de caisse : l'accroissement y est cependant moins sensible et se situe à FCFA 4 884 492 542.

Les comptes de la clientèle de même nature (comptes courants, comptes chèques et les dépôts) appartenant à un même client et ayant la même devise, ont fait l'objet d'une fusion par compensation des soldes débiteurs et créditeurs. Cette fusion est de FCFA 7 476 millions au 31 décembre 2019 et a par conséquent diminué le total de bilan à dû montant.

- Les comptes sur livret, contrairement aux autres types de dépôt, la hausse sur ce point est modestement de FCFA 979 221 233.
- Les comptes créditeurs à vue : une forte augmentation de FCFA 25 284 372 537 est enregistrée.
- Les autres sommes dues à la clientèle, constituées globalement des chèques certifiés, des chèques de banques, des gold chèques émis, des saisies arrêts, des diverses autres sommes à payer aux clients, diminuent de FCFA 720 348 760.

Au 31 décembre 2019, les Bons de caisse et les Dépôts à terme se ventilent par échéance (exprimée en terme de durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement), de la manière suivante :



(En millions de francs)

	<u>Echus ou < 1 mois</u>	<u>3 mois</u>	<u>6 mois à 2 ans</u>	<u>Dettes rattachées</u>	<u>Total</u>
BDC	4 341	9 321	37 366	761	51 789
DAT	6 104	16 886	32 043	500	55 533

Ces valeurs se résument ainsi qu'il suit au 31 décembre 2018 :

(En millions de francs)

	<u>Echus ou < 1 mois</u>	<u>3 mois</u>	<u>6 mois à 2 ans</u>	<u>Dettes rattachées</u>	<u>Total</u>
BDC	2 810	5 481	25 692	473	34 456
DAT	2 630	14 672	29 069	1 278	50 649





Speedoh
my money is magic

CB-online

CB-infos

Pas de retard dans mes opérations

c'est super !

Aicha
80 24/7
Appel gratuit
691 74 11 07


CommercialBank
Let's build the future



Résolutions soumises
au vote de l'Assemblée
Générale Ordinaire

Première Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet d'ordre du jour présenté par le Président du Conseil d'Administration, décide de l'adopter en l'état.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur la marche de la société, décide de l'adopter en l'état.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport Général et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 Décembre 2019, décide d'en prendre acte et les approuve en l'état.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2019 tel qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, desquels il se dégage un bénéfice net de **Francs CFA 2 521 952 903**, décide de l'affectation de ce résultat de la manière suivante :

Résultat net bénéficiaire :	+ 2 521 952 903
Réserve légale (10 %) à constituer :	- 252 195 290
Report à nouveau de l'exercice 2018.....	+ 11 582 231
Bénéfice distribuable	+ 2 281 339 845
Réserves facultatives	2 270 000 000
Report à nouveau	11 339 845
Reliquat de Francs CFA 11.339.845 à affecter en Report à nouveau.	

Ainsi donc, à la suite de cette affectation, les capitaux propres de la Banque se présentent ainsi qu'il suit :

Capital social :	FCFA	12 000 000 000
Réserves légales :	FCFA	620 359 574
Réserves facultatives :	FCFA	4 958 194 591
Report à nouveau :	FCFA	11 339 845
TOTAL CAPITAUX PROPRES :	FCFA	17 589 894 010

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Cinquième résolution :

L'Assemblée Générale, en considération du résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2019, décide conformément aux dispositions du Contrat d'Objectifs et de Performance signé avec l'Etat, d'allouer la prime conséquente de Francs CFA Quatre Cent Douze Millions (412.000.000) à tous les contributeurs à ce résultat. Cette prime, de même que celle de Francs CFA Trois Cent Vingt Sept Millions (327.000.000) payée au titre de l'exercice social 2018, devra être imputée sur les réserves facultatives de la Société.

En conséquence et après cette imputation, les capitaux propres de la Banque se présentent ainsi qu'il suit :

Capital social :	FCFA	12 000 000 000
Réserves légales :	FCFA	620 359 574
Réserves facultatives :	FCFA	4 219 194 591
Report à nouveau :	FCFA	11 339 845
TOTAL CAPITAUX PROPRES :	FCFA	16 850 894 010

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'Assemblée Générale, en considération du résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2019 et dans la persistance de la Décision COBAC ayant gelé le paiement des dividendes, décide de la reconduction de l'enveloppe annuelle allouée à la rémunération du Conseil, au même montant de FCFA 350 millions tel que prévu dans le budget approuvé par le Conseil d'Administration, pour couvrir les charges annuelles du Conseil d'Administration et des Comités spécialisés dudit Conseil. Ce montant est destiné à couvrir les diverses indemnités et autres dépenses (transports, indemnités et hébergements) des membres lors des réunions du Conseil et des Comités spécialisés du Conseil.

Cette résolution, mise aux voix, est exclusivement adoptée par l'État du Cameroun, Actionnaire majoritaire.

Septième résolution

L'Assemblée confère au Conseil ou à tout détenteur d'un original, des pouvoirs pour accomplir les formalités en vue de l'exécution sans délai, des présentes résolutions.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Les transferts entre
wallets Speedoh
 sont **gratuits**
 le savez-vous ?

Speedoh
 my money is magic

By
Commercial Bank
 Let's build the future

GIAC





8

Résolutions soumises
au vote de l'Assemblée
Générale Extraordinaire

Première Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet d'ordre du jour présenté par le Président du Conseil d'administration, décide de l'adopter en l'état.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ensemble le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le projet d'augmentation du capital de la Société, d'un montant de Quatre Milliards Cinq Cent Millions (4.500.000.000) de Francs CFA par incorporation d'une partie des réserves, portant ainsi ledit capital social de la somme de Douze Milliards (12.000.000.000) à Seize Milliards Cinq Cent Millions (16.500.000.000) de Francs CFA, par la création de Quatre Cent Cinquante Mille (450.000) actions de Dix Mille (10.000) Francs CFA chacune, à répartir proportionnellement entre les actionnaires actuels suivant leur niveau respectif de participation au capital actuel, décide d'en prendre acte et autorise ladite augmentation de capital.

Cette augmentation de capital par incorporation d'une partie des réserves se traduira par une attribution gratuite d'actions aux actionnaires actuels, proportionnellement à leur participation au capital social, à savoir :

- ETAT DU CAMEROUN, à concurrence de Quatre Cent Quarante Un Mille Quatre Cent Cinq (441.405) actions, soit 98,083 % sur les Quatre Cent Cinquante Mille (450.000) actions nouvelles émises à l'occasion de l'augmentation du capital de la CBC ;
- ALLIANZ CAMEROUN ASSURANCES, à concurrence de Sept Mille Six Cent Cinquante (7.650) actions, soit 1,704% sur les Quatre Cent Cinquante Mille (450.000) actions nouvelles émises à l'occasion de l'augmentation du capital de la CBC ;
- ALLIANZ CAMEROUN ASSURANCES VIE, à concurrence de Neuf Cent Quarante Cinq (945) actions soit 0,213% sur les Quatre Cent Cinquante Mille (450.000) actions nouvelles émises à l'occasion de l'augmentation du capital de la CBC.

Le capital social, suite à son augmentation ci-dessus autorisée, sera désormais réparti ainsi qu'il suit :

- ETAT DU CAMEROUN, à concurrence de 1.618.373 actions, numérotées de 01 à 1.618.373 inclus, soit 98,083% sur les Un Million Six Cent Cinquante Mille (1.650.000) actions composant le capital social ;
- ALLIANZ CAMEROUN ASSURANCES, à concurrence de 28.113 actions, numérotées de 1.618.374 à 1.646.487 inclus, soit 1,704% sur les Un Million Six

Cent Cinquante Mille (1.650.000) actions composant le capital social ;

- ALLIANZ CAMEROUN ASSURANCES VIE, à concurrence de 3.514 actions, numérotées de 1.646.488 à 1.650.002 inclus, soit 0,213% sur les Un Million Six Cent Cinquante Mille (1.650.000) actions composant le capital social ;

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, à la suite de l'augmentation du capital ainsi réalisée, décide de modifier ainsi l'article 6 des Statuts de la Société, à savoir :

« Article 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEIZE MILLIARDS CINQ CENT MILLIONS (16.500.000.000). Il est divisé en UN MILLION SIX CENT CINQUANTE MILLE (1.650.000) actions de valeur nominale DIX MILLE (10.000) Francs CFA chacune, toutes de même rang, libérées et numérotées de 1 à 1.650.000 ».

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration y compris en subdéléguant, en vue de constater l'augmentation de capital ainsi réalisée, accomplir les diligences matérialisant cette augmentation de capital, ainsi que les déclarations et publicité légales et mettre à jour les livres sociaux et la modification des statuts de la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs à Monsieur DJUMMO Léandre, Directeur Général et/ou Monsieur GOUATER Jean Elisé, Directeur Général Adjoint, en vue de procéder au dépôt, avec reconnaissance d'écritures et de signatures aux fins d'authentification, au rang des minutes de Maître Régine DOOH COLLINS-EKOLLO, Notaire à Doula, des pièces suivantes :

- Le Procès-verbal de la présente Assemblée Générale Extraordinaire, daté du 26 août 2020 ;
- Les Statuts de la « COMMERCIAL BANK - CAMEROUN » - « CBC » - S.A. mis à jour, pour acter la modification de l'article 6 relatif au capital social ;
- Tout autre document nécessaire à la constatation de la réalisation effective de la modification du capital de la Société « CBC » - S.A.

Et de remplir les formalités légales de publicité et toutes formalités administratives prescrites par la législation en vigueur.

Sixième résolution

L'Assemblée confère au Conseil d'Administration ou à tout détenteur d'un original, tous pouvoirs pour accomplir les formalités en vue de l'exécution sans délai, des présentes résolutions.

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

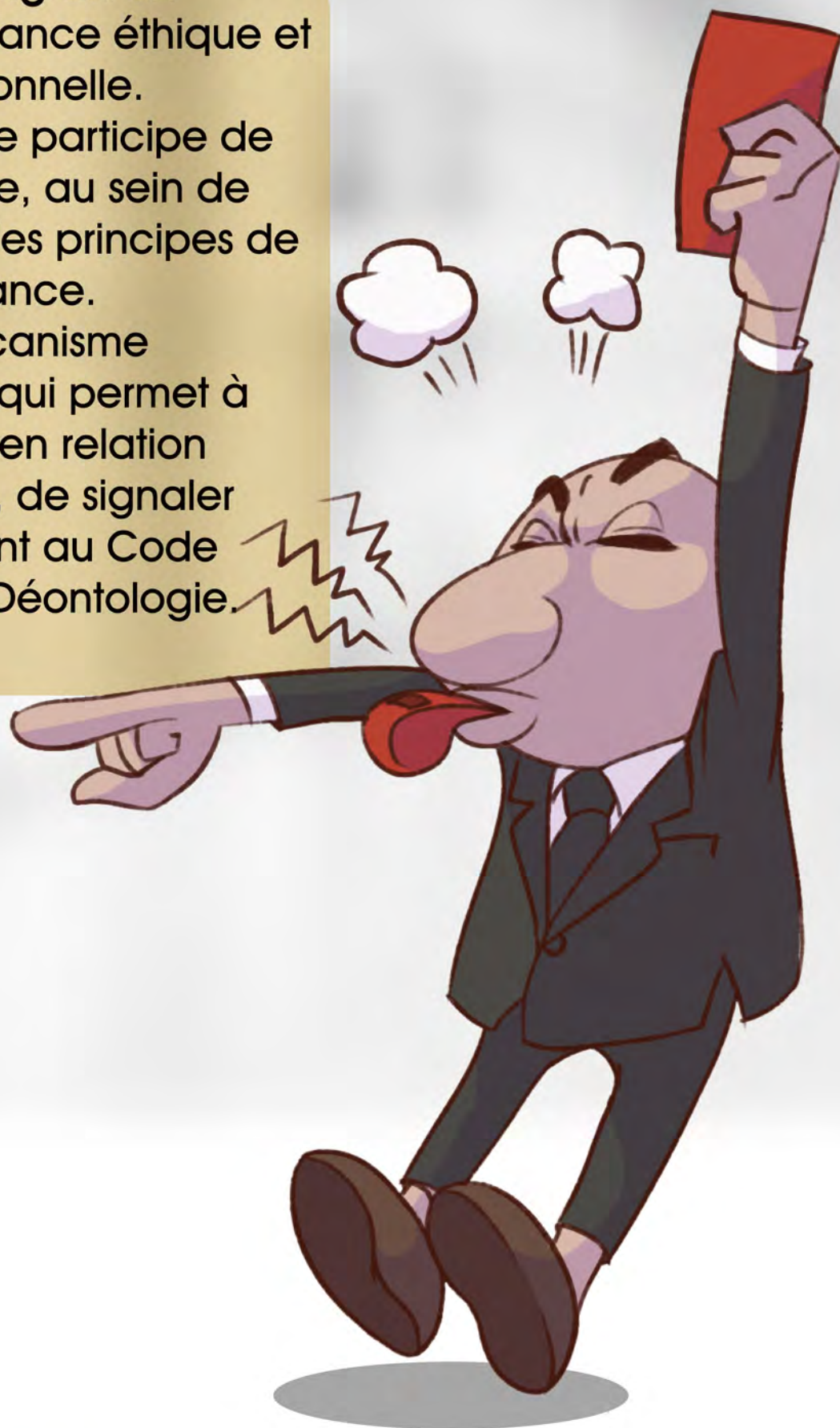


OSEZ
entreprendre,
nous faisons
LE RESTE



CommercialBank
Let's build the future

Le whistle blowing est un dispositif de vigilance éthique et d'alerte professionnelle. Sa mise en place participe de la mise en œuvre, au sein de notre banque, des principes de bonne gouvernance. Il s'agit d'un mécanisme supplémentaire qui permet à toute personne, en relation avec la Banque, de signaler tout manquement au Code d'Éthique et de Déontologie.



CommercialBank
Let's build the future

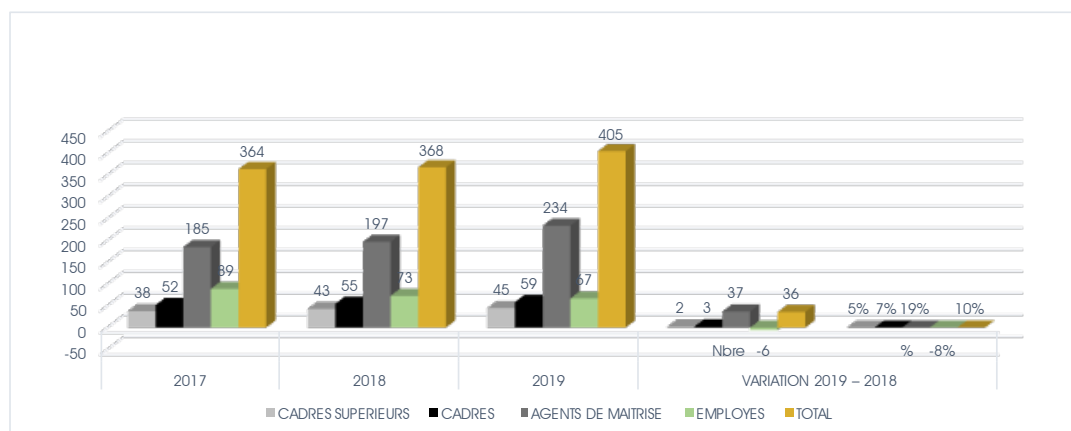


8

Bilan Social

I. LES EFFECTIFS

1- EVOLUTION DES EFFECTIFS (2017-2018-2019)

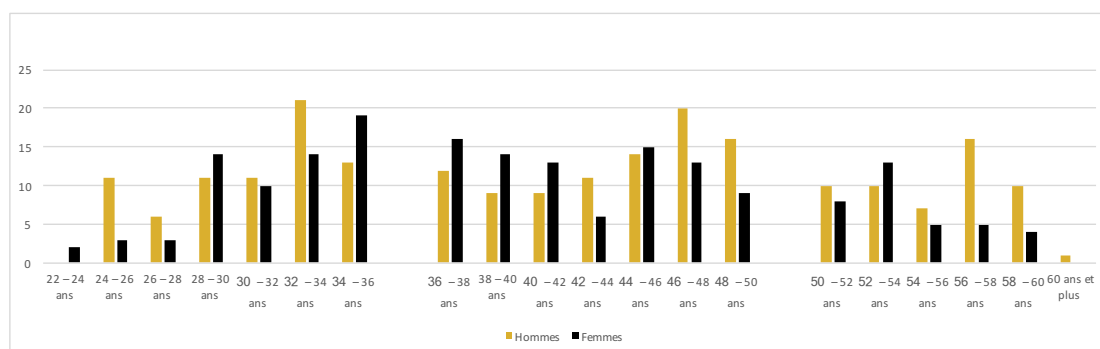


L'effectif global de la CBC a évolué progressivement, passant de 364 personnes en 2017 à 405 au 31 décembre 2019, soit une augmentation en valeur absolue de 36 collaborateurs et un taux de croissance d'environ 10%.

Si la population des cadres supérieurs, cadres et agents de maîtrise est dans une tendance haussière, l'on note par contre une baisse successive de la catégorie des employés sur la même période.

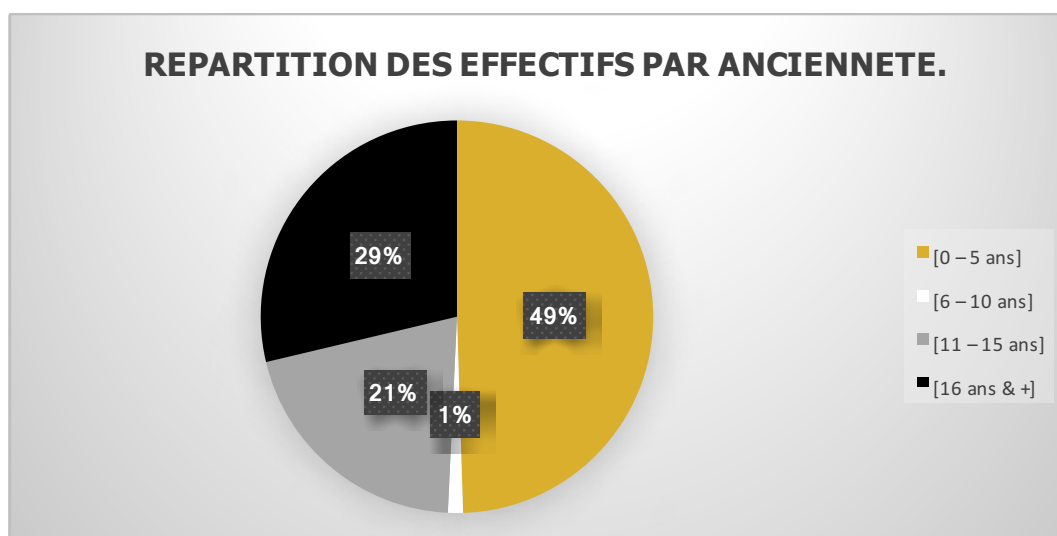
Cette progression s'explique par la nécessité de se doter des Ressources Humaines en adéquation avec les besoins exprimés par les différentes entités du fait de l'accroissement des activités et de la volonté d'extension de la Banque pour se rapprocher de sa clientèle.

2- EFFECTIFS PAR TRANCHE D'AGE ET PAR SEXE AU 31/12/2019



- La moyenne d'âge du personnel CBC est passée de 42 ans en 2018 à 41 ans au 31 décembre 2019, traduisant ainsi le désir de rajeunissement progressif de l'effectif. Toutefois, il faut souligner le vieillissement du Personnel dans son ensemble ;
- L'intervalle (32 - 37 ans) représente la proportion la plus importante de l'effectif avec 95 employés ;
- Les hommes et les femmes représentent respectivement 52 % et 48% de l'effectif total en 2019 contre 53% et 47% en 2018. Ceci traduit les efforts de la Direction Générale dans la recherche de la parité 50-50 ;
- Près de 9 % de l'effectif global, représentant 26 hommes et 09 femmes, seront appelés à faire valoir leurs droits à la retraite dans les quatre prochaines années, soit 13 Cadres Supérieurs, 13 Cadres, 07 Agents de Maîtrise et 02 Employés.

3- RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ANCIENNETÉ.



Une exploitation du graphique ci-dessus fait ressortir que 200 collaborateurs ont une ancienneté de moins de 5 ans, soit 49% de l'effectif global. 29% totalisent une ancienneté de plus de 16 ans.

Mais il y a lieu de relever que les Collaborateurs visés sont pour la plus part des Ex-intérimaires présents dans la Banque depuis plus de 05 ans, notamment à la faveur de contrats d'intérim conclus pendant la période de l'administration provisoire.

La régularisation de la situation des intéressés par la nouvelle Direction de la Banque depuis 2017 les prépare pour assurer la bonne relève des anciens ; certains d'entre eux occupant du reste déjà des postes de responsabilité dans le management intermédiaire.

De même, 50% des Collaborateurs cumulent plus de 10 ans d'ancienneté, signe de maturité traduisant un gage d'expérience et de fidélité.



Quand on est on est



op's
build the future you want

Ouvre
ton compte
à partir de
10 000
FCFA

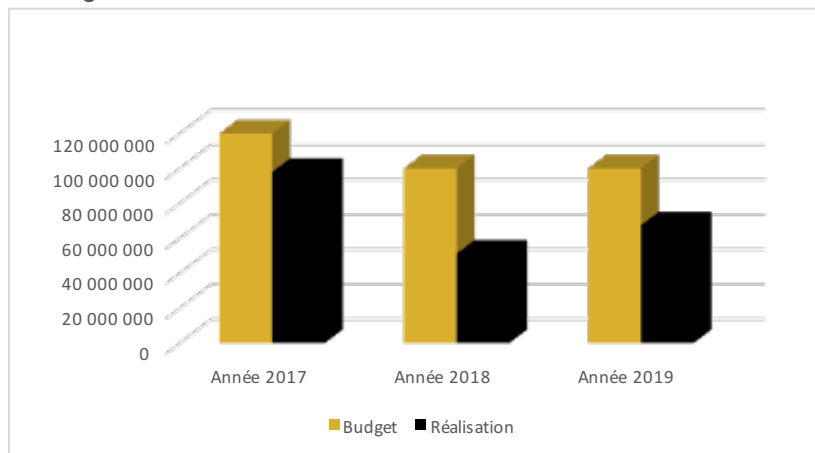


Et bénéficie gratuitement
d'une carte bancaire


Commerzbank
Let's build the future

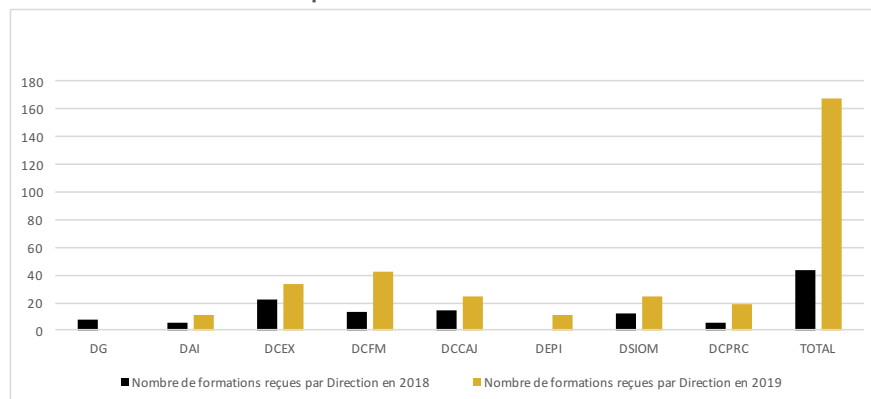
II - Evolution de l'investissement Formation 2017 – 2018 – 2019

1- Budget et réalisations.



Le budget de la formation en 2019 est resté stable par rapport à celui de 2018, et a été exécuté à 67,44%.

2- Nombre de Formations par Direction en 2019



De manière générale et pour le compte de l'exercice 2019, les collaborateurs ont bénéficié de 167 formations financées par la Banque, contre seulement 43 en 2018.

L'analyse du graphique ci-dessus permet de constater que la Direction Centrale des Finances et Moyens se taille la part du lion, suivie de la Direction Centrale de l'Exploitation, de la Direction Centrale du Crédit et des Affaires Juridiques, la Direction du Contrôle Permanent des Risques et de la Conformité et enfin de la Direction des Systèmes d'Informations, de l'Organisation et du Marketing.

Cette disparité tient de ce que les orientations des formations prennent en compte les nécessités liées à l'évolution de la réglementation, de la

fiscalité, de la technologie et de la diversité de l'activité, somme toute indispensable à la stabilité de la Banque. A cet effet, la Banque a privilégié des formations relatives :

- au changement du format de la DSF ;
- aux implications de la Loi des finances ;
- aux améliorations intervenues sur le SYSCOHADA ;
- au Contrôle Comptable ;
- au Règlement COBAC R2016/04 ;
- au renforcement des capacités des Collaborateurs sur le travail en équipe.

Il en a été de même pour l'accueil et la motivation au travail, thèmes sensibles et capitaux pour lesquels la Direction Générale a marqué un point d'honneur.



III- Living Conditions / Social Policy

1- Staff health

The following actions were carried out in 2019, as in 2018:

- Regular monitoring of occupational medicine (hiring and systematic medical check-ups);
- The maintenance of health insurance coverage;
- The continuation of the contract to extend Health Coverage up to the age of 70 for Retired Personnel up to 80% for Employees, Supervisors & Managers and 100% for Senior Managers.

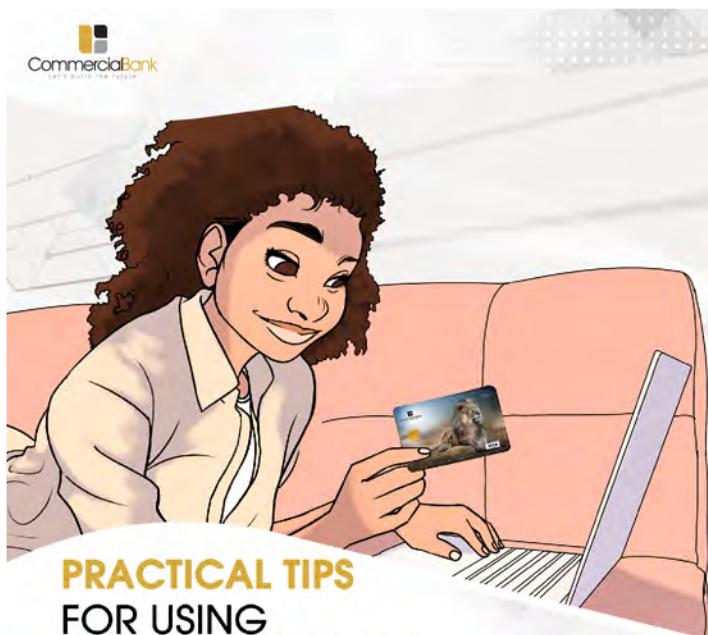
As in the 2018 fiscal year, a budget of 20,000,000 CFA francs has been allocated in 2019 for monitoring occupational medicine and supplying the network's various pharmacy boxes.

Also, it should be noted that the peer educators constituting the HIV/AIDS Control Committee at the Bank, installed by the General Management in 2018, received training from the GTR (Regional Working Group) for the Fight against HIV-AIDS on the prevention and management of this pandemic in August 2019.

2- Committee for occupational hygiene, safety and health (CSST)

In 2019, the CSST continued to build on the momentum established in 2018, when it entered the operational phase. The following dates were the main highlights of the year:

Dates	Activities
From 29 to 30/04/19	Training of new CSST members; Installation of these members.
31/05/19	Regular meeting of the CSST.
From 06 to 11/06/19 12/10/2019	Visit of the work places at Headquarters and Douala. Organization of an educational talk session on arterial hypertension animated by the Polyclinic Marie-O, on the occasion of the World Heart Day.
14/10/19	Ordinary meeting of the CSST.
08/11/19	Presentation of the report of the visit of the Douala workplaces to the General Management and its validation.
18/11/19	Transmission of the report of the visit to the Douala workplaces to the SDMG for implementation of the recommendations.



PRACTICAL TIPS FOR USING YOUR BANK CARDS

01 Main Precautions to take :

- Keep your card in a safe place, accessible only to you;
- Memorize your PIN, never write it down;
- For all transactions on your account, edit your account statement. Sign up for the **SMS Banking** service to receive alerts after every transaction;
- Do not reply messages requesting your bank details, even if it seems to come from an administration or a bank;
- For all your trips abroad, contact the bank for card protection mechanisms, and be careful when making payments in countries that do not use the card's secret code.



3- Staff delegates

Relations between General Management and employee representatives within the framework of social dialogue have remained permanent and of good quality.

The various speeches made by the staff representatives at special events (staff and labor days) are proof enough of the good labor relations climate that prevails within the Bank.

The grievances raised by the latter on these occasions were examined each time and the appropriate responses given, particularly:

- The change of the Insurer for the Health Insurance Policy;
- The Staff Mutual Insurance;
- The Complementary Retirement.

4- Sport

Contrary to 2017 and 2018 where CBC occupied the last position in the APECCAM (Professional Association of Credit Institutions of Cameroon) championship, 2019 was a great success in terms of sports, with the 6th position in the championship and the Bronze Medal (3rd place) in the Cup.

The extension of sports activities to the Regions initiated in 2018, continued in 2019 with a budget allocated to the different Regions through CBC Sports & Leisure.

Since the interruption of indoor sports at

Headquarters for hygiene reasons, a project to build a sports hall meeting the standards is still in progress.

In addition, while awaiting the completion of this project, information was collected in 2018 from external private sports halls to register employees. Reflection on the feasibility of this measure is still ongoing.

5- Social events

The year 2019 was generally marked by:

- Multiple reclassifications (category and level) for the majority of employees following the 2018 evaluations effective January 2019;
- The payment of the IT switchover bonus (migration from Delta V8 to Amplitude V11) in July 2019;
- The payment of the performance bonus for the 2018 fiscal year in September 2019;
- The payment of the COP 2018 bonus (Performance and Objectives Contract) in December 2019;
- The 2019 performance evaluation of the Personnel in December 2019.

Also, this year was marked by the celebration of ordinary holidays such as:

- The presentation of the staff's wishes to the General Manager;
- International Women's Day;
- International Labor Day;

02

When carrying out e-shopping :

■ Do your operations only on secure sites, identifiable by "https" on the link, next to a small closed lock. Rest assured of "s" in the acronym "https";

■ Merchant sites with the "Visa Secure" logo make it possible to authenticate the holder of a payment card in a reinforced way: the buyer must enter an authentication code received by SMS to validate the payment ;



■ The 4-digit PIN is prohibited for this type of transaction. However, the entry of the 3-digit code on the back of the card is requested. For added security, memorize it or write it down in a safe place, then erase it on the card.

03

As concerns withdrawals on the Automatic Teller Machine :

■ Always dial your PIN discreetly ;

■ Give priority to ATM equipped with surveillance cameras or located inside a branch ;

■ Place your hand over the keyboard while typing your PIN.



These tips are offered to you by



Le Glossaire

TERME	DEFINITION
BON DE CAISSE	Titre de créance émis par la banque
CERBER	Système de Collecte, d'Exploitation et de Restitution aux Banques des Etats Règlementaires de la COBAC
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	Ratio permettant de mesurer la part des gains réalisés par la banque au regard de ses charges de fonctionnement (Hormis les dotations aux provisions)
CREANCES EN SOUFFRANCES	Créances marquées par un doute quant à leur règlement et donc provisionnées
DEPOT A TERME	Somme bloquée sur un compte bancaire par un particulier ou une entreprise en contrepartie du versement d'intérêts
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	Dépréciation de manière irréversible des biens amortissables
ECART DE REEVALUATION	Ecart résultant de la différence entre la valeur comptable d'un bien et sa valeur réévaluée
EMPRUNT OBLIGATAIRE	Contrat par lequel une personne morale (une banque, un Etat ou une organisation gouvernementale) reçoit une certaine somme d'argent de la part des souscripteurs des titres obligataires qu'elle a émis
FONDS PROPRES	Sommes versées par les associés ou actionnaires, augmentées par les profits générés annuellement par l'entreprise qui ne sont pas distribués en dividendes
LOGOTYPE	Marque écrite à l'aide d'une fonte de caractères spéciale, et disposée d'une manière particulière, mais lisible
PRODUIT NET BANCAIRE	Marge dégagée des produits d'exploitations bancaires et des charges d'exploitations bancaires
RATIOS PRUDENTIELS	Normes définies par l'organe régulateur qui est la COBAC en vue de veiller à la solvabilité et la liquidité des Etablissements de crédit
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	Marge d'exploitation dégagée au cours d'une période par l'activité principale de la banque hormis le coût du risque
TITRES DE PLACEMENT	Titres acquis avec une intention de conservation à moyen terme pour en tirer un rendement ou une plus-value

RÉSEAUX ET POINTS DE CONTACT



CENTRE

Yaoundé Intendance

BP : 13 171
Tel : 222 220 422
Localisation : Face entrée
Etat Major

Yaoundé Mokolo

BP : 33 567
Tel : 222 229 145
Localisation : Marché Mokolo,
Lieu-dit Algo

Yaoundé Nlongkak

BP : 13 171
Tel : 222 202 084
Nouvelle route Nkol-etou

NORD

Garoua

BP : 425
Tel : 222 272 879
Localisation : Avenue des
Banques

Maroua

BP : 770
Tel : 222 291 972
Localisation : Marché central
face la Permanence RDPC

Guichet Ngong

BP : 425
Tel : 222 272 879
Localisation : Marché
de Ngong

LITTORAL

Douala Bonanjo

Avenue de Gaulle
BP : 4004
Tel : 233 420 202
fax : 233 433 800
Localisation : Avenue de Gaulle

Douala Akwa

BP : 15 690
Tel : 233 434 363
Fax : 233 434 410
Localisation : Mboppi, Carrefour
Camp Yabassi

Douala Bonabéri

BP : 4004
Tel : 233 394 183
Fax : 233 434 410
Localisation : Sodiko, Immeuble
4 étage

Douala Makepe

Localisation : Carrefour
Happy Sport

Douala Akwa Centre

Place des Portiques,
Bld Ahmadou Ahidjo

Guichet de Deido

BP : 4004
Tel : 233 406 979
Localisation : Boulevard de la
République

Nos GAB Externalisés

Dans les stations-services
BOCOM Aéroport
BOCOM Marché Ndogpassi

Kribi

BP : 545
Localisation : Quartier Adminis-
tratif Immeuble Emergence II

OUEST

Bafoussam

BP : 1149
Tel : 233 112 402
Localisation : Rond-point BIAO

Guichet Kekem

BP : 347 Bafang
Localisation : Usine Néo-Industry

Guichet de Mbouda

BP : 152
Localisation : Avenue Principale

Dschang

BP : 385
Tel : 233 296 486
Localisation : Face Constellation
Hôtel

SIEGE SOCIAL

B.P. 4004 - BONANJO - DOUALA - CAMEROUN / TEL. : +237 233 42 02 02 - FAX : 233 43 38 00

SWIFT CODE : CBCDCMCX

E-mail : CBC_aicharequest@groupecommercialbank.com / www.commercialbank-cm.com



**LET'S BUILD
THE FUTURE**

 commercialbankc  commercialbankcm

 <https://www.commercialbank-cm.com>